

BOÎTE À OUTILS

**OPÉRATIONS DE DISTRIBUTION DE MOUSTIQUAIRES
IMPRÉGNÉES D'INSECTICIDE (MII) : CONSIDÉRATIONS
RELATIVES À L'OPTIMISATION DES RESSOURCES LIMITÉES**

NOVEMBRE 2025



Cette boîte à outils utilise des icônes interactives

LÉGENDE DES ICÔNES



Aller à la section



Télécharger le document



Page précédente



Aller au site web



Retour à la table des matières
(coin inférieur des pages)



Page suivante

Introduction

Ce guide contient des recommandations destinées aux programmes nationaux de lutte contre le paludisme (PNLP) qui doivent prendre des décisions concernant les futurs efforts de distribution de MII dans des environnements aux ressources limitées. Il présente des options économiques pour la planification et la mise en œuvre des campagnes de distribution de MII, classées par thème, à l'intention des PNL.

Les économies réalisées d'une distribution réussie à moindre coût permettront de libérer des budgets pour acheter davantage de moustiquaires ou soutenir d'autres domaines clés du programme. Les options incluses dans cette boîte à outils ne sont pas exhaustives et devront être adaptées au contexte de chaque pays. Les programmes continueront également à développer d'autres approches, qui seront documentées par l'AMP.

Veillez noter que cette boîte à outils ne couvre pas les décisions stratégiques telles que la combinaison des canaux de distribution, les types de MII, les populations cibles ou les objectifs de couverture. Pour ces décisions, veuillez-vous référer aux recommandations de l'OMS et aux recommandations opérationnelles du Fonds mondial axées sur les subventions dans la section 1 ci-dessous.

La boîte à outils couvre les thèmes suivants :

SECTION 1: RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Résumé et liens vers les directives techniques actuelles de l'OMS et les directives opérationnelles du Fonds mondial axées sur les subventions.

SECTION 2: MACROPLANIFICATION

Préparer le terrain : questions générales à examiner au préalable

- I. Stratégies de distribution de la campagne MII : Examen des avantages et des défis de différentes approches de distribution
- II. Paramètres de quantification : Considérations relatives à l'équilibre entre quantification et coût
- III. Distribution des MII : Examen des avantages et des défis de différentes approches de distribution
- IV. Évaluation et atténuation des risques : élaboration d'un plan

SECTION 3: MICROPLANIFICATION

Suggestions visant à rationaliser la microplanification afin de réaliser des économies sans compromettre la qualité.

SECTION 4: LOGISTIQUE ET GESTION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Options susceptibles d'améliorer l'efficacité, de gagner du temps et/ou de réduire les coûts.

SECTION 5: FORMATION

Solutions susceptibles de contribuer à rationaliser les besoins en formation tout en continuant à garantir que les collaborateurs de la campagne à tous les niveaux bénéficient d'une formation et d'un accompagnement adéquats.

SECTION 6: DONNÉES, SURVEILLANCE ET CONTRÔLES

Solutions pour la collecte de données essentielles à la prise de décision et potentielles méthodes de suivi à faible coût.

SECTION 7: NUMÉRISATION

Examiner le rôle que la numérisation peut jouer pour rationaliser et diminuer le coût des campagnes de distribution.

SECTION 8: CHANGEMENT SOCIAL ET COMPORTEMENTAL (CSC)

Solutions pour rendre les investissements en matière de CSC les moins onéreux possible et pour tirer un maximum de votre retour sur investissement.

Section 1 : Recommandations générales

L'organisation mondiale de la santé (OMS)

L'OMS fournit des recommandations techniques mondiales sur l'utilisation des MII pour lutter contre le paludisme :

Directives de l'OMS sur le paludisme, comprenant des recommandations sur la mise en œuvre à grande échelle des MII et des déclarations de bonnes pratiques pour une couverture optimale et des solutions de distribution.



OMS, Principes directeurs relatifs à la hiérarchisation des interventions de lutte contre le paludisme pour obtenir un impact maximal dans les contextes nationaux aux ressources limitées.



Une couverture optimale consiste à fournir aux populations exposées au risque de paludisme un accès aux MII à un niveau qui donne le meilleur rapport qualité/prix, tout en tenant compte des réalités programmatiques. La couverture optimale dépendra de facteurs spécifiques au site, tels que l'intensité de transmission passée et actuelle, la couverture des interventions passées et actuelles, l'acceptabilité et l'équité d'accès/d'utilisation.

Les messages essentiels sont les suivants :

- Dans les régions où la distribution de MII est la solution la plus appropriée, la priorité sera d'assurer **l'accès des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans** à ces moustiquaires grâce à une distribution systématique dans toutes les zones à risque de paludisme.
- Si les ressources sont limitées, toutes les zones où la transmission actuelle et historique du paludisme est très faible (par exemple, taux de prévalence du *P. falciparum* inférieur à 1 %) **peuvent être exclues des campagnes de distribution de MII**. Ce principe s'applique à la plupart des zones urbaines, sauf là où la présence d'*Anopheles stephensi* a été signalée.
- Dans les cas où les vecteurs sont résistants aux pyréthroïdes : Il faut donner la priorité aux MII à base de pyréthri-noïdes et de chlorfénapyr, puis aux MII à base de pyréthri-noïdes et de butoxyde de pipéronyle ou aux MII à base de pyréthroïdes-pyriproxifène. Il est recommandé d'éviter la distribution de MII à base uniquement de pyréthroïdes. **Il faut prendre en considération le statut de résistance des vecteurs du paludisme, le coût des MII et la durabilité de ces dernières.**

Ordre de priorité des MII :

- L'utilisation des MII est recommandée à **tout niveau d'endémicité du paludisme** inférieur à 1 % de prévalence du parasite *P. falciparum*.
- Dans certains contextes, tels que les zones d'élimination ou les **situations d'urgence humanitaire**, les MII peuvent être destinées à un groupe de population spécifique à haut risque pour lequel la protection individuelle est prioritaire.
- Dans les zones urbaines, les données disponibles sur les infrastructures générales devraient être utilisées pour identifier les foyers de transmission du paludisme (**microstratification**), afin de déterminer s'il convient de distribuer des MII et, le cas échéant, où les distribuer, si c'est approprié et acceptable pour la communauté.
- **Les programmes ne devraient pas privilégier les campagnes de masse au détriment de la distribution régulière.**

Optimisation de l'accès aux MII dans les milieux aux ressources limitées :

- Il est recommandé de cibler **les zones où les besoins de MII sont les plus importants (forte intensité de transmission)**. Par exemple, les pays peuvent augmenter le seuil pour cibler les MII, afin d'exclure les zones où la transmission est très faible avant l'intervention, en particulier si ces zones fournissent un accès adéquat à une prise en charge efficace des cas.
- Veiller à ce que les **populations les plus mal desservies**, qui présentent le taux de mortalité lié au paludisme le plus élevé, soient protégées en priorité contre la transmission du paludisme est susceptible d'accroître l'impact des ressources investies.
- Une attention particulière doit être accordée aux **populations déplacées** et aux autres groupes confrontés à des situations d'urgence humanitaire, car ils sont très vulnérables et peuvent constituer une source de transmission ultérieure.
- Lorsqu'une décision doit être prise concernant **le ciblage des MII plus efficaces et plus coûteuses**, la priorité doit être accordée aux zones les plus touchées, en particulier celles qui présentent le risque le plus élevé de transmission et de mortalité liés au paludisme. Ces décisions doivent être étayées par des informations sur la résistance aux insecticides.
- Adapter les **stratégies de distribution** afin d'avoir une couverture maximum tout en réduisant les coûts au minimum (participation communautaire).

Fonds mondial

Le Fonds mondial a récemment publié **des directives opérationnelles axées sur les subventions** [↗](#), comprenant des approches suggérées en matière de hiérarchisation des priorités et des options pour gagner en efficacité lorsque les fonds alloués sont insuffisants. **La note d'information du Fonds mondial pour le cycle de subventions 8** comprend également certaines recommandations [↗](#).

Messages importants pour l'ordre de priorité des fonds provenant de subventions

(veuillez consulter les documents sources pour plus de détails) :

- **La lutte antivectorielle contribue à sauver des vies.** La réduction de la couverture dans les zones où la transmission ou la réceptivité sont actuellement présentes comporte le risque d'une augmentation du nombre de cas, du nombre de décès et des coûts de traitement. L'équilibre entre prévention et traitement doit refléter ce risque.
- **Assurez-vous que les canaux habituels (soins prénatals/PEV) soient approvisionnés dans toutes les zones à risque.**
- **Les services de soins prénatals et le programme élargi de vaccination habituels ne suffiront pas à eux seuls à atteindre une couverture suffisante.** Dans les zones à forte et moyenne prévalence, il faut étendre ces mesures à des campagnes ou à des actions continues (par exemple dans les écoles). Si les volumes nets nécessaires pour assurer une couverture complète ne sont pas d'un prix abordable, il faut envisager de réduire les allocations (par exemple, moins de moustiquaires par personne/ménage) ou de faire une distribution plus ciblée (par exemple, aux enfants de moins de 5 ans).
- En raison des différences en matière de transmission, d'utilisation et de facteurs socioéconomiques, **les grandes zones urbaines devraient généralement être exclues des campagnes de distribution de masse de MII**, et des stratégies alternatives devraient être mises en place pour garantir l'accès aux services de lutte contre le paludisme. Si elles sont incluses, notamment pour appuyer, par exemple, les campagnes dans les bidonvilles urbains ou les zones à forte transmission/réceptivité, où il y a de bonnes raisons de croire que la distribution et l'utilisation de MII peuvent être efficaces et réalisables, une justification solide est requise.
- Différencier la sélection des canaux en fonction du contexte, qui peut varier d'une région à l'autre.
- **Les activités doivent être intégrées, dans la mesure du possible**, à d'autres initiatives de lutte contre le paludisme ou à des activités du secteur public, en particulier les approches de distribution continue dans lesquelles l'intégration des livraisons de MII et du soutien associé dans les programmes nationaux ciblés améliorera l'efficacité, par exemple les programmes de santé maternelle et infantile et les PEV.
- **Le Fonds mondial encourage la mise en place d'une plate-forme numérique intégrée et polyvalente** pour les campagnes de lutte contre le paludisme, ainsi que pour d'autres campagnes et activités (par exemple, la chimioprévention saisonnière du paludisme ou la vaccination), en tenant compte des différents niveaux de maîtrise du numérique (selon le sexe, le handicap, le statut socioéconomique).
- Si une assistance technique est nécessaire pour planifier la distribution des MII ou la numérisation de la campagne (par exemple, l'assistance technique de l'APP), les programmes devraient inclure cette assistance technique dans leurs demandes de financement.
- **La communication en matière de CSC devrait être ciblée lorsque l'accès à l'utilisation est un sujet de préoccupation**, sur la base des données disponibles les plus récentes. Une communication en matière de CSC fondée sur des données probantes et visant à promouvoir l'entretien des moustiquaires pourrait être justifiée.

Section 2: Macroplanification

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- Envisagez-vous de mettre en œuvre une campagne à l'échelle de l'ensemble de la population ou une campagne à couverture réduite ?
- Quelle(s) stratégie(s) de distribution de MII (site fixe, porte-à-porte, communautaire) est/sont envisageable(s) compte tenu du contexte opérationnel des zones ciblées (par exemple, périurbaines, rurales, difficiles d'accès, peu sûres, etc.) ?
- La stratégie comprendra-t-elle l'enregistrement des ménages comme une étape distincte ou les MII seront-elles distribuées aux ménages lors de l'enregistrement ? Existe-t-il des possibilités de procéder à une inscription préalable (par exemple, par le biais des réseaux des ASC, du dernier recensement, etc.) ?
- La stratégie inclura-t-elle l'identification des bénéficiaires des MII ? Si oui, comment les bénéficiaires des MII seront-ils identifiés (par exemple, bons, numéros d'identification ou de téléphone, etc.) ?
- Comment les MII seront-elles attribuées aux ménages ? La même méthode d'attribution sera-t-elle utilisée dans toutes les zones ciblées ou l'attribution sera-t-elle ajustée en fonction des informations contextuelles et programmatiques (par exemple, attribuer une moustiquaire pour deux personnes dans les zones à forte charge, attribuer deux moustiquaires par ménage dans les zones périurbaines, fixer ou non un plafond pour le nombre de moustiquaires par ménage, etc.) ?
- Existe-t-il d'autres campagnes de santé menées dans les mêmes zones cibles ou auprès des mêmes groupes cibles ? Est-il envisageable d'intégrer certaines activités ou d'exploiter les données issues de ces programmes afin de faciliter la planification et la mise en œuvre ?

La microplanification est l'étape au cours de laquelle sont définies les stratégies opérationnelles, les modalités de mise en œuvre, les opérations, les fonctions et responsabilités, etc. Pour les cycles de campagne de trois ans, en particulier s'il est nécessaire de modifier les approches précédentes, cette phase ne peut être omise (mais ne nécessite pas nécessairement de coûts). Réutiliser les anciens plans (informations requises, voir le modèle mis à jour) qui ont été approuvés par les autorités infranationales, impliquer ces dernières

de manière virtuelle dans les décisions stratégiques majeures, etc. Pour les campagnes continues (par exemple, cycle de campagne continu, comme au Nigeria ou en RDC), il n'est pas nécessaire de procéder à une planification macroéconomique pour chaque campagne, MAIS il peut être nécessaire que les niveaux infranationaux élaborent des plans spécifiques basés sur les directives nationales, le contexte en matière de ressources et le degré de changement par rapport aux directives existantes.

2.1 Stratégies potentielles

Recommandé



A. Approche porte-à-porte en une seule phase : Enregistrement et distribution en une seule visite auprès des ménages – peut s'appliquer aux contextes d'intervention difficile

Avantages

- Réduire rapidement les ressources humaines et le temps nécessaires pour distribuer les moustiquaires aux ménages
- L'enregistrement peut être effectué ou un nombre fixe de MII peut être attribué
- La formation est un événement unique
- Risque faible de non-couverture des ménages (voir les personnes disposant de MII)
- Réduire le besoin de recourir aux bons

Défis

- Quantification des MII et des ressources humaines nécessaires ► en s'appuyant sur les données de microplanification
- Sécurité des équipes de distribution en porte-à-porte
- Transport du dernier kilomètre et réapprovisionnement des équipes de distribution en porte-à-porte
- Charge de travail importante pour les équipes de distribution en porte-à-porte (en particulier si des paramètres tels que le nombre de ménages à atteindre par jour doivent être ajustés)
- Détermination du matériel nécessaire et approvisionnement en temps opportun + coûts supplémentaires (par exemple, sacs pour transporter les MII)

Recommandé



B. Enregistrement porte-à-porte monphasé/distribution en lieu fixe : possibilité de faire une demande en cas de contexte d'intervention difficile

Collecte des MII à des lieux fixes immédiatement après l'enregistrement.

Avantages

- Réduire rapidement les ressources humaines et le temps nécessaires pour distribuer les moustiquaires aux ménages
- Contribue à la gestion du flux des ménages vers les points de distribution
- La formation est un événement unique
- Risque faible de ménages non recensés (voir personnes qui déménagent avec des MII)
- Élimine le stress lié à l'organisation de la distribution en porte-à-porte
- Peut réduire le besoin de recourir aux bons en fonction de la stratégie

Défis

- Un grand nombre de personnes sont requises simultanément pour gérer l'inscription et la distribution :
 - implications pour la formation
- Quantification des besoins en MII reposant sur la microplanification (pas de délai entre l'enregistrement et la distribution pour mettre en place davantage de moustiquaires)
- Les ménages qui n'ont pas été recensés lors de la phase d'enregistrement devront être pris en charge aux points de distribution

Recommandé lorsque possible afin de réduire le temps et les coûts dans le cadre de la mise en œuvre



C. Enregistrement porte-à-porte biphasé/distribution en lieu fixe : Processus de campagne « standard ». Peut ne pas convenir aux contextes d'intervention difficile.

Avantages

- Permet la mise en place préalable des MII sur la base des données issues du recensement des ménages (besoins réels).
- Produit des listes de ménages et permet d'effectuer la distribution pendant ou après l'enregistrement afin d'harmoniser les MII disponibles.
- Allocation plus précise des MII aux ménages et aux sites de distribution

Défis

- Il faut consacrer davantage de temps et de ressources humaines
- Il faut plus de formations
- Il faut plus de surveillance et de suivi
- Les ménages qui n'ont pas été recensés lors de la phase d'enregistrement devront être pris en charge aux points de distribution
- Nécessite un bon ou une solution alternative pour que les personnes puissent recevoir des moustiquaires

Recommandé lorsque des structures communautaires/agents de santé communautaires sont en place ou pour les contextes d'intervention difficile (le cas échéant)



D. Distribution gérée par la communauté. Peut convenir aux contextes d'interventions difficiles.

Avantages

- Tire parti des investissements réalisés pour renforcer le système de santé communautaire
- Si les personnes ayant déjà reçu une formation ou les responsables communautaires sont pleinement impliqués, cela peut améliorer la collecte de données et la communication d'informations
- Peut fournir des données à l'avance (dans le cadre d'activités courantes) afin de remplacer la phase d'enregistrement
- Réduit le besoin de recourir aux bons
- Décisions concernant les mesures à prendre si le nombre de MII fabriquées localement est trop faible
- L'ensemble du processus est géré localement, en suivant les directives du Programme national de lutte contre le paludisme
- Peut également prendre en charge les paiements électroniques lorsque des systèmes d'incitations régulières sont utilisés

Défis

- Les exigences en matière de responsabilité et de données pour les MII pourraient devoir être adaptées en fonction de la stratégie/du personnel impliqué et du niveau de surveillance possible
- Ce n'est pas une solution adéquate en l'absence de systèmes communautaires ou d'ASC (coûteux à mettre en place)
- Insuffisance des ASC formés (ce qui peut augmenter le temps ou le coût de la distribution)
- Utilisation des possibilités de transport local dans le cadre des procédures financières et d'approvisionnement en vigueur
- Décentraliser les fonds pour les paiements, si nécessaire

Recommandé lorsque c'est approprié, en fonction des fonds disponibles



E. Moins de cinq campagnes – Autonomie

Avantages

- Groupe cible facilement identifiable □ Aucune inscription requise
- Groupe cible hautement prioritaire (justifié d'un point de vue social et politique)
- Les MII sont un produit précieux pour les enfants de moins de cinq ans. Par conséquent, la distribution en des lieux fixes devrait permettre d'atteindre un taux de participation élevé au sein du groupe cible, avec un CSC limité

Défis

- Les ménages sans enfant de moins de 5 ans ne seront pas pris en compte
- Coût par rapport net plus élevé pour les frais de transport et de gestion en raison d'une économie d'échelle réduite par opposition aux campagnes ciblant l'accès de l'ensemble de la population

Recommandé (au sein des programmes/entre les programmes)



F. Intégration

Avantages

- Lorsque tout est bien planifié, cela optimise le temps et les ressources afin d'atteindre une couverture élevée des interventions pour les groupes cibles
- Convient lorsque les ressources sont limitées pour soutenir différents programmes/services de santé.
- Combine les tâches et réduit les besoins en ressources humaines par rapport à des interventions distinctes et autonomes
- Possibilité de réaliser des économies lorsque la réutilisation des informations et des données est une priorité
- Il n'est pas nécessaire que tout soit intégré : il peut s'agir de composants, d'activités ou de données

Défis

- Une intégration de haute qualité nécessite du temps. Il peut exister des risques liés à la qualité lorsque l'intégration des interventions a lieu à la dernière minute
- Calendrier de prestation des services pour différentes interventions (saison des pluies par rapport à la saison sèche)
- La coordination doit être établie dès le début là où l'intégration concerne plusieurs programmes de santé (par exemple, le paludisme et le PEV). ► Cela nécessite une harmonisation et une planification très précoces, car de nombreux programmes ne collaborent pas étroitement entre eux

Non recommandé, elle ne permet pas de réduire le temps de mise en œuvre ni les coûts opérationnels



G. Deux phases, dénombrement porte à porte/distribution porte à porte. Pas approprié pour les environnements complexes caractérisés par des mouvements de population.

Avantages

- Permet le prépositionnement des MII en fonction des données et des besoins réels
- Génère des listes de ménages et permet d'effectuer l'allocation soit pendant, soit après l'enregistrement des ménages afin de l'adapter au stock de MII disponible
- Offre une allocation des MII aux ménages et aux sites de prépositionnement plus précise
- Assure une distribution directe des MII aux ménages

Défis

- Un temps plus important est nécessaire, car le nombre de jours pour l'enregistrement et pour la distribution sera sensiblement équivalent afin de garantir la couverture de tous les ménages. Des jours supplémentaires de distribution peuvent être nécessaires selon les modalités d'approvisionnement des équipes
- Davantage de ressources humaines peuvent être requises, notamment en fonction des arrangements logistiques pour l'approvisionnement
- Un besoin accru de formation
- Une supervision et un suivi renforcés sont nécessaires
- Les ménages non enregistrés lors de la phase d'enregistrement devront être pris en charge par les équipes de distribution porte-à-porte (avec un risque d'insuffisance des MII)

Possibilités d'intégration supplémentaires incluent :

- *Coordination, formation, surveillance et suivi* : utiliser les activités courantes pour la formation pratique, élaborer des plates-formes de formation communes pour l'apprentissage virtuel, et la surveillance et le suivi virtuels, fusionner les structures de coordination pour les interventions similaires dans le cadre de campagnes, afin de tirer parti de l'expérience et des ressources
- *Microplanification conjointe et réutilisation des données de microplanification* : favoriser une meilleure quantification et une meilleure allocation des ressources entre les interventions
- *Contextes d'intervention difficiles* : faire le maximum d'efforts pour atteindre les populations les plus éloignées en fournissant de multiples services ; envisager le fait que les MII puissent atteindre les populations marginalisées et difficiles d'accès par tous les moyens et toutes les stratégies possibles (par exemple, en les incluant dans des colis de produits non alimentaires, etc.)
- *Outils/plates-formes communs de collecte de données* : optimiser l'utilisation des outils et plates-formes numériques en utilisant les mêmes systèmes, en créant des référentiels géographiques, en élaborant des cartes géospatiales, etc., réutiliser les données d'enregistrement des ménages et les mettre à disposition pour appuyer d'autres interventions de santé

2.2 Paramètres de quantification

Le défi des campagnes mettant l'accent sur la population (par exemple, la « couverture universelle ») réside dans le besoin important en personnel, en particulier au niveau communautaire :

- Les coûts de la campagne sont en partie déterminés par les ressources humaines nécessaires pour atteindre et enregistrer les ménages dans les zones ciblées, et s'assurer qu'ils reçoivent des MII. Il est très difficile de réduire cette dépense (par exemple, registres existants des ASC, réutilisation des données d'enregistrement précédentes, intégration de l'enregistrement au recensement national, etc.).
- Soyez réaliste quant à la charge de travail supplémentaire que le personnel de la campagne et les bénévoles locaux peuvent assumer avant que cela n'affecte leur moral et la qualité du service. Demander aux travailleurs d'en faire davantage peut compromettre la qualité de la campagne, et les risques encourus l'emportent sur les avantages, en particulier dans les contextes où le niveau de rémunération n'a pas suivi l'inflation.

Voir : Tendances des indemnités journalières ITN (anglais)



- Si les ressources disponibles sont très limitées, une approche différente peut être nécessaire, consistant soit (1) à tirer parti des systèmes existants, soit (2) à supprimer l'enregistrement en tant que phase distincte de la campagne (par exemple, en le combinant avec la distribution lors d'une simple visite au domicile).

A. Enregistrement des ménages

- Augmenter le nombre moyen de ménages enregistrés par jour. **Attention** : dépend du contexte, varie selon le lieu (zones densément peuplées ou zones peu peuplées) ► **évaluer les risques**
- Réduire le nombre de jours nécessaires à l'enregistrement. **Attention** : risque de passer à côté de certains ménages, en particulier si le CSC est faible, ce qui pourrait nuire à la qualité de l'enregistrement ► **évaluer le risque**
- Réduire le rapport équipes/responsables :
 - ↳ Accorder la priorité à une surveillance communautaire de haute qualité (par exemple : un responsable pour dix équipes [vingt personnes] ou plus pour les zones densément peuplées) et fournir des fonds pour le transport si possible
 - ↳ Faire appel aux responsables communautaires, aux enseignants, etc., pour assurer une surveillance communautaire de qualité, en particulier si la formation est limitée
- Réduire la surveillance et le suivi aux niveaux supérieurs :
 - ↳ Il n'est pas nécessaire d'exercer le même type/niveau de surveillance partout. Il faut utiliser les données et les informations issues des campagnes précédentes pour cibler la surveillance et le suivi en personne
 - ↳ Utiliser les systèmes numériques pour assurer le suivi et fournir un retour d'information lorsque c'est possible (surveillance virtuelle)
 - ↳ Identifier les partenaires locaux travaillant dans la zone, qui pourraient être en mesure de fournir un retour d'information indépendamment de la structure de la campagne
- Il ne faut pas planifier/budgétiser de « ratissage » général. Utilisez les données pour déterminer si c'est nécessaire et, le cas échéant, où.

B. Distribution de MII

- Augmenter le nombre de personnes à desservir (ou de MII à distribuer) par jour (en fonction du contexte)
 - ↳ **Attention** : dépend du contexte, varie selon le lieu (zones densément peuplées ou zones peu peuplées) ► **évaluer les risques**
 - ↳ **Attention** : peut entraîner une réduction du nombre de points de distribution, ce qui peut affecter l'accès ► **évaluer les risques**
- Réduire le nombre de personnes par équipe de distribution ; fonctions indispensables par rapport aux rôles facultatifs ; et s'appuyer sur les responsables communautaires pour assurer le contrôle des foules, et sur les membres de la communauté pour aider à la gestion des déchets. **Attention** : peut compromettre la qualité de la distribution ► **évaluer le risque**
- Réduire le nombre de jours nécessaires à la distribution. **Attention** : risque de passer à côté de certains ménages, en particulier si le CSC est faible ► **évaluer le risque**
- Réduire le rapport responsables/équipes en mettant l'accent sur la garantie d'une surveillance communautaire de haute qualité
 - ↳ Envisagez un responsable pour dix personnes ou plus (zones densément peuplées) et, si possible, fournissez des fonds pour le transport
 - ↳ Appuyez-vous sur les responsables communautaires ou d'autres personnes pour assurer une surveillance de qualité dans le contexte d'une formation limitée
- Réduire la surveillance et le suivi aux niveaux supérieurs :
 - ↳ Il n'est pas nécessaire d'exercer le même type/niveau de surveillance partout ► Il faut utiliser les données et les informations issues des campagnes précédentes pour cibler la surveillance et le suivi en personne
 - ↳ Utiliser les systèmes numériques pour assurer le suivi et fournir un retour d'information lorsque c'est possible (surveillance virtuelle)
 - ↳ Identifier les partenaires locaux travaillant dans la zone, qui pourraient être en mesure de fournir un retour d'information indépendamment de la structure de la campagne
- **Ne prévoyez pas** de budget pour le « ratissage » général (utiliser les données) et **ne prévoyez pas de budget pour l'accrochage**

C. Autres ajustements

- Approvisionnement et transport des MII :
 - ↘ Examinez les solutions et les coûts liés à la logistique du dernier kilomètre (par exemple, véhicules, motos, vélos ou porteurs) et la quantification utilisée (par exemple, un ravitailleur pour trois équipes ou un ravitailleur pour six équipes)
 - ↘ Location/embauche ou utilisation des véhicules existants (ministère de la Santé, partenaires)
 - ↘ Implication de la communauté dans la mise en place de solutions de transport pour la logistique du dernier kilomètre
 - ↘ Exploiter l'espace d'entreposage public existant
- Formation :
 - ↘ Formation en ligne pour les formateurs au niveau central et régional
 - ↘ Réunions en ligne
 - ↘ Harmoniser et utiliser la même plate-forme numérique
 - ↘ Sélection minutieuse des lieux de formation

Voir aussi Section 5 : Formation



Voir aussi Section 4 :

Logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement



2.3 Attribution des MII

- L'attribution des MII doit être conforme à vos objectifs
- Les décisions d'attribution doivent être prises dans le but de renforcer au maximum l'impact sur le paludisme avec les MII disponibles
- Si le nombre de moustiquaires disponibles n'est pas suffisant pour en attribuer une pour deux personnes, ajustez la répartition en fonction des moustiquaires disponibles
- L'attribution des MII peut varier dans la zone ciblée par la campagne. Par exemple :
 - ↘ Zones périurbaines : fixée à deux moustiquaires par ménage
 - ↘ Zones rurales à faible charge : une moustiquaire pour trois personnes, avec un maximum de trois moustiquaires
 - ↘ Zones rurales à charge élevée : une moustiquaire pour deux personnes, sans nombre maximum

A. Attribution des MII par personne

Avantages

- Si appliqué de manière stricte (sans nombre maximum), cela permettra de se rapprocher de l'objectif d'accès au sein des ménages
- Système auquel les personnes sont habituées
- Peut être adapté de une à deux
 - ↘ De une à trois ?
 - ↘ De une à quatre ?
 - ↘ À un certain moment, il convient de prévoir une moustiquaire par foyer (en fonction de la taille moyenne des foyers) et il est préférable d'envisager un nombre fixe de moustiquaires par foyer

Défis

- Des plafonds sont généralement fixés (trois ou quatre par ménage), ce qui signifie que l'accès intraménage n'est pas atteint ; les plafonds sont souvent fixés pour l'ensemble de la zone cible sans tenir compte des données relatives à la taille moyenne des ménages
- Erreurs d'attribution, en particulier avec les systèmes sur papier
- Augmentation du nombre de personnes dans les ménages pour obtenir davantage de moustiquaires
- Division des ménages pour obtenir davantage de moustiquaires

B. Attribution des MII par espaces de sommeil

Avantages

- Si appliqué de manière stricte, cela permettra de se rapprocher de l'objectif d'accès au sein des ménages
- Réflète les habitudes de sommeil réelles dans un ménage

Défis

- Normaliser les définitions des espaces de sommeil, garantir une formation de qualité et une compréhension claire et cohérente par les équipes
- Allocation excessive aux ménages du quintile le moins pauvre (plus d'espaces de sommeil)
- Peut nécessiter davantage de réseaux/ne pas être évolutif en fonction des réseaux disponibles
- Compréhension subjective des espaces de sommeil, acceptation des informations fournies par ménage

C. Attribution des MII par ménage

Avantages

- Réduit le temps nécessaire à l'enregistrement si tous les ménages reçoivent le même nombre de moustiquaires
- Réduction des besoins en matière de collecte de données
- Lorsque des bons sont utilisés, le processus peut être simplifié (il n'est pas nécessaire de les relier aux données des ménages pour déterminer le nombre de moustiquaires que le bon représente ni de les scanner pour obtenir les informations sur les ménages/les MII attribuées)
- Moins de risques d'erreurs dans l'attribution

Défis

- Ne permettra pas d'atteindre une couverture intraménage dans la plupart des ménages
- Surcharge ou insuffisance de l'approvisionnement par ménage ; nécessité d'utiliser/de trianguler les données pour déterminer le nombre de MII par ménage

D. Groupes spécifiques (internats, établissements pénitentiaires, etc.) conformément au Plan stratégique national de lutte contre le paludisme (PSNLP)

Considérations

- Les MII sont généralement distribuées à raison d'une moustiquaire par personne ou par espace de sommeil
- Garantit que tous les groupes à risque soient couverts

Défis

- Nécessite des quantités importantes de moustiquaires dans certains cas, en fonction des groupes classés comme « groupes spéciaux »

E. Populations principales (personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, réfugiés, etc.) conformément au PSNLP

Considérations

- Les populations à haut risque et vulnérables doivent être atteintes par des approches appropriées (et si possible intégrées). □ Cela nécessite des ajustements au niveau des canaux et des stratégies
- L'attribution des MII peut être déterminée en collaboration avec les autorités locales et le personnel non gouvernemental (nombre fixe par famille afin de garantir l'équité dans les camps officiels, attribution identique à celle des populations non prioritaires afin d'uniformiser la procédure dans la zone d'opération, etc.)
- Il est important d'évaluer les camps formels et informels, ainsi que la réinstallation dans les ménages et les communautés, afin d'ajuster en conséquence les stratégies de distribution des MII

Défis

- Les ajustements stratégiques peuvent entraîner des coûts supplémentaires
- Les ajustements stratégiques doivent être bien compris (par exemple, la nécessité d'enregistrer les familles déplacées vivant dans des ménages comme des ménages distincts, afin de garantir qu'elles reçoivent des MII) dans le contexte d'une formation limitée

Voir : **Quantifications ITN pour différentes stratégies d'allocation (anglais)**

Cet outil a été développé par Tropical Health, en partenariat avec AMP, afin d'aider la prise de décisions concernant l'attribution des MII et à mieux comprendre les implications pour la quantification des MII. Pour toute assistance concernant l'utilisation de cet outil, veuillez contacter AMP.



F. Difficultés rencontrées lors de l'ajustement de l'attribution des MII

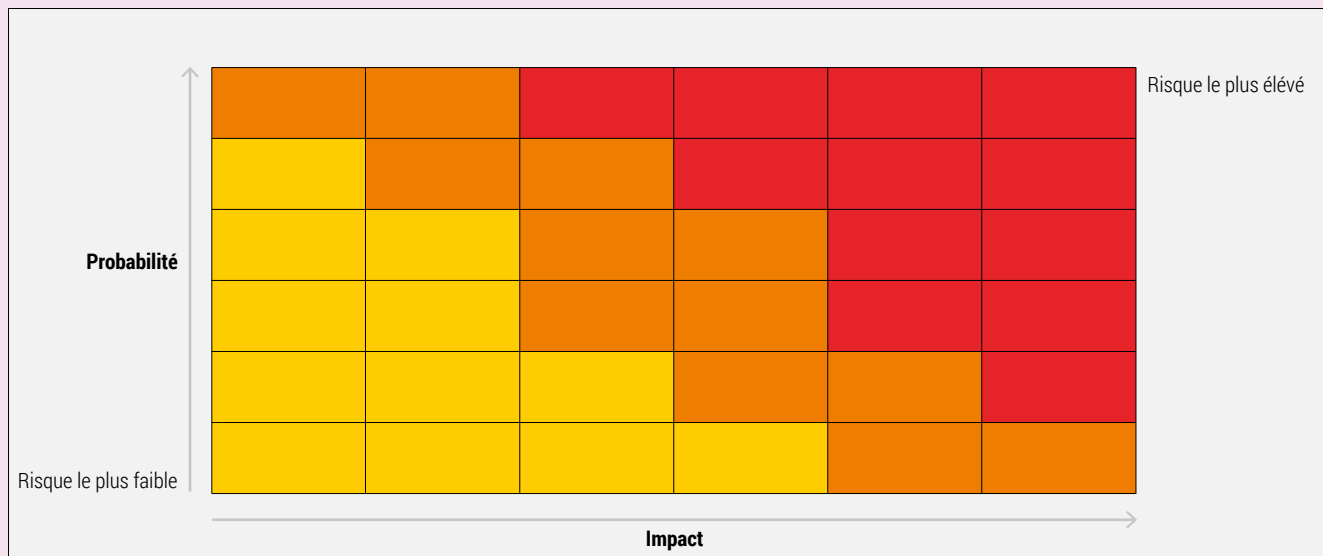
- Soulève des questions de confiance
 - ↳ Les ménages risquent de ne pas comprendre les changements s'ils ne sont pas bien communiqués par le biais de différentes activités de CSC
 - ↳ Les ménages pourraient se sentir lésés par les distributeurs □ problèmes potentiels de sécurité pour le personnel de la campagne
 - ↳ Risque d'augmentation des taux de refus
 - ↳ Influence l'acceptation et la perception de la communauté □ et la propagation de rumeurs
- Effet négatif sur d'autres interventions en matière de santé
 - ↳ Les ménages peuvent avoir l'impression que le gouvernement ne fournit pas les services attendus
 - ↳ Refus par colère liée à la distribution des MII
 - ↳ Risque d'augmentation des taux de refus
 - ↳ Propagation de rumeurs
- Ne répond pas aux objectifs d'accès universel et d'utilisation des MII
 - ↳ Les ménages devront déterminer qui utilise les moustiquaires (ce qui soulève des problèmes sociaux et culturels)
 - ↳ Une couverture préventive réduite, des risques accrus de paludisme
- Modifications apportées aux messages CSC
 - ↳ Il faut renforcer et intensifier la communication efficace, afin d'expliquer les changements dans le contexte de la réduction du financement du CSC

2.4 Gérer les risques dans un environnement aux ressources limitées

L'évaluation des risques et la planification des mesures d'atténuation sont plus importantes que jamais avec les changements dans les stratégies opérationnelles. Le risque peut être défini comme la

probabilité multipliée par l'impact. L'atténuation vise à réduire la probabilité qu'un risque se réalise et/ou à réduire l'effet d'un risque s'il se réalise.

Figure 1 : Carte thermique des résultats



Les changements dans les stratégies opérationnelles comprennent :

- Procédures d'approvisionnement et de paiement face aux changements de stratégie
- Responsabilité face à la réduction de la formation et de la surveillance
- Rumeurs concernant des changements dans le ciblage
- Sécurité des équipes en lien avec les changements de ciblage

Domaines déterminants de risque liés à l'optimisation des coûts incluent

- Stratégies opérationnelles et ciblage des populations
- Microplanification
- Enregistrement des ménages (y compris formation, CSC, collecte et analyse de données, surveillance, suivi)
- Logistique et chaîne d'approvisionnement (y compris la formation, le suivi, la surveillance, la gestion des déchets)
- Distribution de MII (y compris formation, CSC, collecte et analyse de données, surveillance, suivi)
- Activités d'après-distribution (CSC, collecte des données de fin de processus, gestion des déchets, logistique inverse)

Voir : Plan d'évaluation et d'atténuation des risques : campagne en masse

Voir : Outil adaptable : Exemple d'évaluation et d'atténuation des risques. Campagne en masse. (Excel)

Voir : Plan d'évaluation et d'atténuation des risques : Distribution en milieu scolaire

Voir : Outil adaptable : Exemple d'évaluation et d'atténuation des risques. Distribution en milieu scolaire. (Excel).



Section 3: Microplanification

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- Existe-t-il des microplans (fichiers Excel, cartes papier ou géospatiales, autres données) issus de la campagne précédente qui pourraient être mis à jour plutôt que de mettre en œuvre un processus complet de microplanification ?
- Existe-t-il différentes sources de données pouvant être utilisées pour soutenir la prise de décision en matière de population et qui permettent d'être « proposées » à une population afin de réduire au minimum le temps et les efforts consacrés aux ajustements démographiques ?
- Existe-t-il d'autres campagnes de santé menées dans les mêmes zones cibles/ auprès des mêmes groupes cibles avant la campagne MII, qui mettront en œuvre une microplanification pouvant être utilisée pour la campagne MII ? Est-il possible d'intégrer la microplanification pour répartir les ressources ?
- Existe-t-il des activités qui faisaient auparavant partie de la microplanification (telles que les évaluations d'entrepôts) et qui peuvent être réalisées virtuellement ou numériquement, afin de réduire la nécessité d'envoyer du personnel sur le terrain ?
- Existe-t-il une connectivité dans les zones cibles permettant de remplir les modèles de microplanification de manière virtuelle plutôt que physiquement ?

La microplanification est une des activités les plus importantes pour la réussite d'une campagne de distribution de masse de MII. **Il est possible d'atteindre une efficacité dans la microplanification !**

C'est un processus ascendant visant à recueillir des informations opérationnelles et financières essentielles à partir des niveaux les plus bas possibles. Se réalise au niveau de la mise en œuvre et utilisant des informations plus concrètes, détaillées et actualisées fournies par le personnel des établissements de santé locaux et d'autres acteurs concernés au niveau communautaire.

La microplanification a deux objectifs principaux :

1. Affiner le plan général afin d'élaborer un plan opérationnel détaillé qui reflète le contexte local et les enjeux particuliers susceptibles d'influencer les activités de la campagne au niveau de la mise en œuvre
2. Élaborer un budget opérationnel pour les activités menées au niveau de la mise en œuvre et ainsi garantir des ressources suffisantes pour la campagne

La microplanification doit être effectuée suffisamment tôt, soit quatre à six mois avant les dates prévues pour la distribution des MII pour :

1. Permettre de communiquer les budgets définitifs au(x) donateur(s) et aux autres partenaires et parties prenantes, et de garantir qu'il n'y ait aucun retard dans le décaissement des coûts opérationnels
2. Permettre la mobilisation des ressources lorsque des écarts apparaissent dans les MII ou les fonds, sur la base de chiffres démographiques actualisés, d'une planification adaptée au contexte et de questions qui auraient pu être négligées au niveau national lors de la planification macroéconomique et de la budgétisation

L'approche habituelle pour la distribution des MII dans le cadre de la campagne de distribution : basée sur l'approche du PEV avec des modifications apportées au fil du temps (relativement mineures). Il y a peu ou pas de réutilisation des données ou des informations antérieures dans les pays où le cycle des campagnes est de trois ans et utilisation restreinte des cartes géospatiales, ou création/utilisation de géoréférentiels. De plus, il y a coordination limitée avec d'autres programmes de santé (PEV, MTN) susceptibles de disposer d'informations pouvant contribuer à une microplanification plus efficace et utilisation restreinte des systèmes et des données des ASC.

Processus simplifié de microplanification :**Considérations**

- La microplanification est généralement ascendante, mais les résultats peuvent être très variables d'une zone cible à l'autre, ce qui complique la prise de décisions et la détermination rationnelle de ce qui est « juste »
 - ↳ Sensibilité à l'ajustement au contexte, mais également à la conformité avec le budget
 - ↳ Implantations oubliées, estimations approximatives des distances
 - ↳ La population et la définition des dénominateurs communs peuvent s'avérer complexes, mais elles constituent un élément essentiel de la quantification de la campagne (ressources humaines, matériel, etc.)
- La transition vers un processus simplifié et plus descendant est désormais possible dans de nombreux pays, grâce aux données disponibles pour étayer les décisions, mais elle nécessitera :
 - ↳ Plus de travail au niveau central pour préparer la microplanification
 - ↳ Une collaboration formelle avec les services statistiques/de recensement (et/ou d'autres partenaires selon le contexte)
 - ↳ Un consensus entre les partenaires sur les chiffres de population à présenter et leur justification
 - ↳ Une harmonisation des processus d'ajustement des chiffres afin de parler d'une seule voix aux niveaux infranationaux
 - ↳ Un plan d'évaluation et d'atténuation des risques

Notez que les programmes nationaux de lutte contre le paludisme (et les ministères de la Santé) ne commencent pas tous du même point de départ pour adapter leur microplanification : certains disposent de plus d'expérience ou de ressources que d'autres (par exemple, une campagne précédente a utilisé des outils papier plutôt que numériques), et ne travaillent pas tous dans le même contexte. La microplanification peut varier selon les régions d'un pays, en fonction des zones ciblées et des informations disponibles. De nombreux PNLP procèdent à une microplanification indépendante/ autonome pour chaque intervention de campagne sans réutiliser les données et avec une coordination limitée (par exemple, campagne MII, campagne CSC et campagne PEV). C'est une occasion manquée de réduire les besoins en ressources pour la microplanification. Il est nécessaire de disposer de **possibilités/scénarios en fonction du contexte particulier à chaque pays** (état de la microplanification précédente, connectivité, disponibilité des données issues des campagnes MII précédentes ou d'autres campagnes, etc.).

3.1 Adaptation potentielle pour la microplanification en fonction des ressources réduites

1. Le niveau central élabore des aides à la microplanification : modèles, formation des formateurs et programmes d'ateliers, plan de mise en œuvre, etc.
 - Simplifier les modèles en distinguant ce qui est « nécessaire » de ce qui est « souhaitable », et les adapter à la stratégie adoptée pour la campagne
 - Élaborer un ensemble de documents, donner la priorité aux procédures opérationnelles standard (POS) en cas de surveillance limitée (réduction de la formation en présentiel, de la surveillance)
 - ↳ Option : Préremplir les modèles avec les données existantes (données d'enregistrement des ménages précédentes, projections du recensement, PEV/CSC/ autres données de campagne, etc.), fournir les paramètres et la justification pour l'ajustement des données démographiques et l'ajout de nouveaux établissements, etc.
 - ↳ Option : Imprimer les cartes pour les mettre à jour au niveau infranational (ou les envoyer par voie électronique pour qu'elles soient imprimées au niveau du district)
2. Mettre l'accent sur les fonctions au niveau des districts et des sous-districts dans le remplissage des modèles et la mise à jour ou l'élaboration des cartes
 - Les districts devront s'assurer que les données et les ajustements seront fournis à partir du niveau le plus bas possible
 - Accent mis sur :
 - ↳ Mises à jour démographiques (examen de la population proposée si remplies de manière centralisée ou remplissage par modèles)
 - ↳ Identification des populations ou groupes spécifiques présentant un risque plus élevé, ceux qui ont un accès limité aux établissements de santé
 - ↳ Planification du transport et du stockage pour atteindre toutes les zones ciblées
 - ↳ Planification de la numérisation, CSC, etc., selon le cas
3. Organiser des séances virtuelles de présentation et de suivi, conformément au calendrier prévu pour la réalisation des microplanifications
 - Le niveau central (équipe nationale) devrait organiser la formation des formateurs pour la microplanification (le cas échéant)

- Le niveau central (équipe nationale) ainsi que les équipes régionales/provinciales/de district (selon le cas) organisent des séances de travail afin de suivre les progrès réalisés et de résoudre les problèmes rencontrés
- 4. Le niveau régional procède à la prévalidation des microplans et les soumet au niveau central (par exemple, un mois avant les dates de début prévues)
- 5. Le niveau central valide les microplans et les renvoie aux districts sous leur forme définitive (au moins deux semaines avant les dates de début prévues)
- 6. Le niveau du district commence le recrutement des acteurs de la campagne sur la base de microplans validés
 - Suivi virtuel depuis le niveau central, afin de garantir la finalisation (par exemple, au moins une semaine avant les dates de début prévues)
- 7. Le niveau central (ou autre) commence le transport des MII sur la base de microplans validés vers les sites de prépositionnement ou les points de distribution
 - Il faut s'assurer que les délais sont respectés pour les dates de début prévues (par exemple, positionnement final au moins 48 heures avant les dates de début prévues)

Avantages et risques

Avantages :

- Sera probablement plus rapide et permettra de réaliser des économies
- S'appuiera davantage sur les données démographiques existantes et encouragera la réutilisation des données pour soutenir la prise de décision
- La base repose sur les résultats antérieurs de la campagne ; il est plus difficile de contester les chiffres, sauf en cas de problèmes documentés liés à l'enregistrement

Risques :

- Une surveillance potentiellement réduite et un contrôle qualité moins rigoureux ; nécessité pour les équipes de mettre en place des vérifications et de s'assurer qu'elles ont bien lieu
- La collecte d'informations n'est pas effectuée selon les normes de qualité requises et n'est pas fondée sur les conditions locales sur le terrain
- Il faut organiser une ou plusieurs réunions de coordination avec les spécialistes centraux de certains districts/provinces en particulier
- Nécessite un travail préalable, notamment une triangulation entre les campagnes précédentes et d'autres sources

3.2 Contextes d'interventions difficiles

- Il est nécessaire de disposer d'outils simples et de procédures opérationnelles standardisées pour collecter les données de base (par exemple, l'identification des sites de prépositionnement, avec la liste des villages de la zone de desserte, ainsi que leur population, l'état des routes, etc.)
 - ↳ Harmoniser les outils sur la surveillance et le soutien pouvant être fournis, que ce soit physiquement ou virtuellement
 - ↳ Les outils peuvent être sur papier et, dans ce cas, ils devront être transmis au niveau supérieur afin que les données puissent être saisies dans un modèle Excel simplifié de microplanification pour créer les microplans
- La question démographique constituera un défi à relever
 - ↳ Sources d'informations multiples pour la triangulation mais il est difficile de déterminer le nombre de personnes qui ont migré ou qui sont en train de migrer

Voir, par exemple,
The Humanitarian Data Exchange



- ↳ Lorsque des mouvements de population importants ont eu lieu, envisager de combiner la microplanification et l'enregistrement

Section 4 : Logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- La chaîne d'approvisionnement nationale est-elle aussi efficace que possible (par exemple, nombre de niveaux de stockage, nombre de niveaux de transfert de responsabilité au sein de la chaîne d'approvisionnement, etc.) ?
- Existe-t-il actuellement des processus logistiques réalisés physiquement (tels que les évaluations d'entrepôts) qui pourraient être transférés vers des processus numériques ou virtuels ?
- La chaîne d'approvisionnement s'appuie-t-elle sur les ressources humaines existantes au sein du ministère de la Santé et les renforce-t-elle, ou bien met-elle en place une structure parallèle ?
- Est-il possible de mettre à jour et d'ajuster les plans de micropositionnement et de transport des campagnes précédentes pour la campagne actuelle, plutôt que de les recommencer depuis le début ?
- Existe-t-il des partenaires ayant la possibilité et la volonté d'appuyer les opérations logistiques par des contributions en nature, en particulier pour le transport sur le dernier kilomètre ?

Activités logistiques principales

- Macroplanification :
 - ↳ Plan d'action logistique, budget, échéancier, analyse des risques et plan d'atténuation des risques
 - ↳ Plan de positionnement et de transport à grande échelle (incluant l'espace d'entreposage requis à chaque point de stockage)
 - ↳ Plan de gestion des déchets (comprend la quantification des déchets qui seront produits, y compris les possibilités d'élimination par recyclage, incinération ou autres)
 - ↳ Quantification des outils de suivi logistiques
- Coordination des parties concernées, en particulier avec plusieurs partenaires
- Formation du personnel logistique pour une gestion responsable des MII
- Évaluation de l'entrepôt afin de garantir un stockage adéquat des MII
- Mouvement des MII tout au long de la chaîne d'approvisionnement :
 - ↳ Réception des moustiquaires dans le pays (dédouanement, inspections, etc.)
 - ↳ Transport et entreposage des MII et d'autres matériels de campagne
 - ↳ Micro transport, y compris la logistique du dernier kilomètre
 - ↳ Logistique inverse (MII et déchets)
- Collecte de données MII et établissement de rapports
- Numérisation de la chaîne d'approvisionnement :
 - ↳ Analyse des produits à différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement (implications en matière de formation et de ressources humaines)
 - ↳ Gestion des données logistiques (archivage et utilisation pendant et après l'activité)
- Gestion des déchets :
 - ↳ Société de recyclage
 - ↳ Approvisionnement et passation de marchés

Définition de certains termes (selon le dictionnaire Oxford)

- **Efficacité** : Une mesure de la faculté d'une organisation à produire le maximum de résultats d'une qualité acceptable avec un minimum de temps, d'efforts et d'autres ressources (dans notre cas, le financement).
- **Optimisation** : Le processus consistant à trouver la meilleure solution possible à un problème.

Précision particulièrement importante pour la logistique : nous recherchons l'efficacité et l'optimisation **SANS COMPROMETTRE NI PERDRE LA RESPONSABILITÉ**

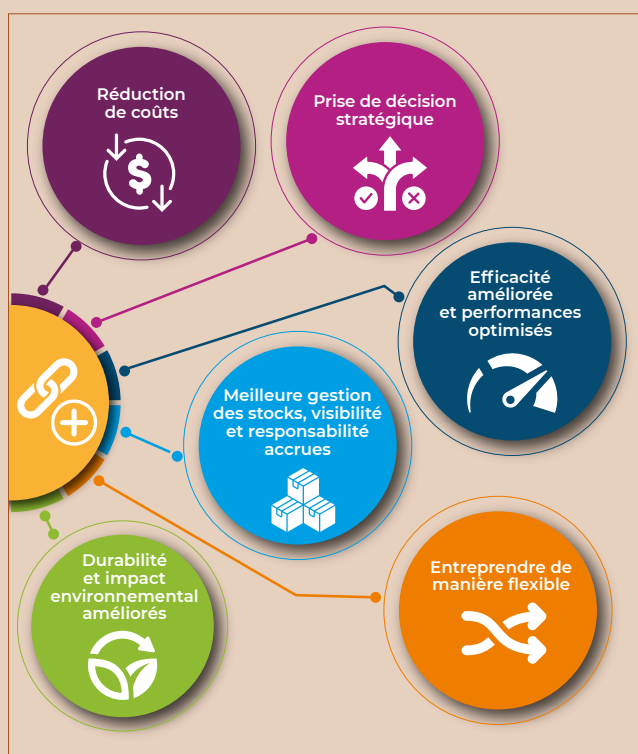
Facteurs influant sur les coûts logistiques (liste non exhaustive)

- Dispositifs pour la numérisation du système de suivi
- Impression des outils de suivi
 - ↳ Objectif : 10 % de papier (au maximum), uniquement à titre de sauvegarde en complément des systèmes numériques en place
- Ressources humaines pour les opérations logistiques et leur formation
- Entreposage et transport, y compris la logistique du dernier kilomètre (et en particulier lorsque des mouvements latéraux ont lieu)
- Surveillance logistique
- Gestion des déchets
- Logistique inverse

Examiner la chaîne d'approvisionnement nationale actuelle

- Évaluer les domaines où des gains d'efficacité sont possibles (par exemple, formation en ligne à l'utilisation des outils de suivi, car ceux-ci sont souvent normalisés à tous les niveaux)
- Opter pour une livraison décentralisée si cela est possible (examinez les coûts et les implications en termes de temps pour adapter la livraison)
- Réduire le nombre de « niveaux » dans la chaîne d'approvisionnement nationale (examinez les coûts et les implications en termes de temps liés au stockage à différents niveaux et déterminez ceux qui pourraient éventuellement être supprimés)
- Garantir le soutien du gouvernement en matière d'entreposage aux niveaux national et infranational

Figure 2 : L'optimisation de la chaîne logistique



Outils essentiels pour garantir la responsabilité

- Au fil du temps, de nombreux PNLP ont ajouté davantage d'outils pour la responsabilisation des MII, mais ceux-ci peuvent être « esthétiques » plutôt que « nécessaires » pour disposer d'outils
- Afin de garantir la responsabilité, il existe des plans essentiels – plans de macro et micropositionnement et de microtransport, y compris pour la logistique du dernier kilomètre – et des outils essentiels
- Outils essentiels (indispensables) à prendre en compte pour un suivi adéquat :
 - ↳ Les lettres de transport serviront de preuve de livraison et de réception à destination. Il n'est pas nécessaire de fournir un AVIS DE RÉCEPTION DES MARCHANDISES, car les informations peuvent être saisies à partir des lettres de transport
 - ↳ Fiches de stock (fiche de gestion des stocks) pour enregistrer les transactions quotidiennes/entrées et sorties de stock
 - ↳ Formulaires de contrôle des stocks pour les inventaires physiques périodiques et les comparaisons comptables (tels que définis dans les procédures standard)

Remarque : Pour les entrepôts appartenant aux autorités publiques ou les entrepôts privés connus, les données d'évaluation peuvent être archivées et utilisées ultérieurement pour de futures campagnes

- En combinant les plans et les outils, la chaîne d'approvisionnement devrait être pleinement responsable si le personnel logistique suit les directives fournies

CONSEIL : Envisager d'utiliser les systèmes et outils de suivi existants utilisés pour d'autres produits de santé dans le cadre des campagnes MII



Considérations relatives à la réduction des coûts

Envisager de réduire l'impression des outils de suivi

- Envisager d'utiliser les systèmes et outils de suivi existants utilisés pour d'autres produits de santé dans le cadre des campagnes MII (systèmes papier et numériques)
- Envisager la numérisation des outils logistiques lorsque les campagnes sont déjà axées sur la technologie et le papier comme solution de secours (faible pourcentage basé sur l'évaluation des risques)
- Envisager d'utiliser et d'imprimer uniquement les outils essentiels qui garantiront un suivi adéquat sans compromettre la responsabilité, par exemple les bordereaux d'expédition et les fiches de stock (réduire le nombre d'outils)

- Envisager d'imprimer les fiches de stock en recto/verso, afin qu'une seule fiche puisse couvrir davantage de transactions et de réduire le nombre de fiches à imprimer

Intégrez la réutilisation et la réduction maximale des déchets dans votre planification :

- Imprimer des documents de transport génériques et des fiches de stock sans date ni année de campagne spécifique, ce qui permet de les recycler et de les utiliser dans des campagnes ultérieures
- Imprimer les carnets de lettres de transport en quantités limitées, de préférence entre 10 et 20 exemplaires, et en aucun cas 50, afin de réduire le gaspillage pendant la campagne
- Évaluer quelles autres transactions peuvent être couvertes par la fiche de stock afin d'éviter l'impression d'outils supplémentaires (par exemple, insérer une colonne à utiliser/remplir pendant le comptage physique)

La numérisation

La numérisation du système de suivi logistique est une approche permettant de réaliser des économies et de gagner en efficacité sans compromettre la responsabilité, mais elle doit être soigneusement planifiée.

Évaluation des entrepôts

- Les évaluations numériques des entrepôts constituent une solution disponible sur différentes plates-formes numériques et peuvent être envisagées comme un moyen de réduire les coûts :
 - Réduit la nécessité pour les équipes centrales de se déplacer vers les niveaux infranationaux (réduction des frais de transport, des indemnités journalières, etc.)
 - Cette tâche peut être effectuée physiquement par le personnel local à l'aide des directives/de la liste de contrôle en ligne
 - Les résultats sont renvoyés au niveau central par l'intermédiaire de la plate-forme en ligne, par courriel ou par tout autre moyen de communication, afin d'être examinés et commentés
 - Permet d'obtenir des résultats rapides (gain de temps)
 - Produit des résultats de bonne qualité (optimisation)

Remarque : Pour les entrepôts appartenant aux autorités publiques ou les entrepôts privés connus, les données d'évaluation peuvent être archivées et utilisées ultérieurement pour de futures campagnes

Travailler avec le secteur privé

- Le secteur privé peut avoir un rôle important à jouer :
 - Faire en sorte d'impliquer les partenaires et les parties intéressées du secteur privé non seulement en tant que prestataires, mais également en tant que participants à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie
 - Des idées fondées sur une vaste expérience qui peuvent contribuer à l'optimisation de la gestion de la chaîne d'approvisionnement
 - Des contributions en nature peuvent être sollicitées auprès des partenaires du secteur privé et des parties concernées qui à la fois peuvent apporter soutien logistique ET expertise en matière de logistique

Transport et stockage

Éviter les coûts faisant doublons grâce à une planification conjointe :

- La planification logistique et la budgétisation mettent souvent l'accent uniquement sur le transport/stockage et la gestion logistique des MII
- Afin d'optimiser les ressources humaines et financières, il est recommandé de planifier le positionnement des autres supports de campagne avec les MII afin d'éviter des coûts supplémentaires liés à leur transport (en particulier s'ils sont livrés au même endroit que les MII)
- Le mouvement des appareils/accessoires numériques tout au long de la chaîne d'approvisionnement doit être planifié par les deux équipes (logistique et numérisation) afin d'optimiser les fonds autant que possible (en tenant compte du fait que les produits ont des exigences différentes)
- La quantification devrait être effectuée par l'équipe logistique afin de suivre l'ensemble des fournitures et des matériels (étant donné que les outils essentiels ne sont pas différents)

Rendre la logistique du dernier kilomètre aussi peu onéreuse que possible

Examiner les options d'approvisionnement des équipes (points de distribution ou porte-à-porte), en particulier si l'approvisionnement est quotidien :

- *Option la plus coûteuse :* Un pick-up peut transporter seize balles, deux balles déposées dans chacun des huit villages de la zone desservie par le point de distribution
- *Moins coûteux :* Avoir quatre motos qui desserviront deux villages (avec deux balles chacune) à deux reprises

- *Encore moins coûteux* : Disposer de deux motos cargo pouvant transporter chacune huit balles (chacune approvisionnant quatre villages)
- *Option la moins chère* : Huit vélos pouvant transporter deux balles chacun

Exemple : Logistique du dernier kilomètre économique pour la distribution de porte à porte

- Les équipes viennent récupérer leurs deux balles avec leurs propres moyens de transport (elles reçoivent une compensation, sauf si le réseau des ASC existant fournit des vélos)
- Le paiement aux équipes de distribution en porte-à-porte pour l'organisation de leur propre transport pourrait être un montant forfaitaire par balle
- Le montant que les équipes recevraient pour le transport se situerait probablement entre le coût des motos et celui des vélos
- Si le nombre de personnes possédant un vélo est élevé, il faut considérer la possession d'un vélo comme un critère de sélection (cela ne devrait pas constituer un inconvénient pour les personnes souhaitant participer)

Avantages :

- Chaque matin, les équipes devraient recevoir les deux balles qu'elles doivent distribuer au cours de la journée, et il ne sera pas nécessaire de les réapprovisionner
- Le transport est organisé localement plutôt qu'à un niveau supérieur (par exemple, trouver des motos et des vélos)

Solutions complémentaires pour la logistique du dernier kilomètre (emplacement fixe ou en porte-à-porte) :

- Envisager l'utilisation de magasins régionaux ou centraux pour positionner les moustiquaires plus près des communautés/points de distribution et faciliter la planification et la mise en œuvre du transport sur le dernier kilomètre
- Envisager de confier aux équipes des points de distribution la gestion de leur propre logistique, par exemple l'organisation du transport des MII pour la distribution et la logistique inverse au niveau micro
- Dans un contexte d'intervention difficile, s'appuyer sur les dirigeants communautaires ou d'autres acteurs locaux pour gérer la logistique et la distribution peut constituer la solution la plus viable pour garantir que les populations reçoivent des MII
- Envisager le soutien au transport comme une « contribution communautaire » hautement prioritaire à discuter lors des réunions avec les dirigeants et demander leur aide pour mobiliser des ressources logistiques supplémentaires (stockage, transport, sécurité, contrôle des foules, etc.)

Gestion des déchets

Méthodes pour réduire les coûts :

- Réduction à la source
- Utiliser des emballages en vrac pour les MII plutôt que des emballages individuels en plastique afin de réduire le volume des déchets d'emballage produits, diminuer les coûts de gestion des déchets et réduire l'impact environnemental à la source
- Tirer parti des infrastructures et des ressources existantes
- Utiliser les systèmes de transport existants des établissements de santé, qui comprennent le ravitaillement en carburant, la location de véhicules et la main-d'œuvre, pour gérer les déchets liés aux MII et réduire au minimum le recours à de nouveaux processus contractuels coûteux
- Intégrer la collecte des déchets dans le flux de travail de distribution
- Intégrer le transport des déchets liés aux MII depuis le site de prépositionnement ou les points de distribution à la logistique inverse des MII restantes lors des campagnes de masse
- Mettre en place ou utiliser les structures existantes pour des solutions de stockage à court terme (par exemple, des salles désignées dans les établissements de santé locaux)
- Envisager la location de parties ou d'espaces aménagés dans des entrepôts plus grands comme espaces de stockage temporaires avant l'élimination ou le recyclage des déchets des MII, ce qui peut s'avérer plus rentable que la location de l'entrepôt entier
- Planifier et budgétiser à l'avance la gestion des déchets
- Intégrer la planification de la gestion des déchets de MII dans la planification macroéconomique et la budgétisation de la campagne afin d'éviter de coûteux arrangements de dernière minute
- Ne pas prévoir de budget supplémentaire pour le plastique afin de gérer les déchets : réutilisez les balles, les sangles, etc., pour emballer les déchets dans les matériaux dans lesquels ils ont été livrés
- Identifier les principales parties intéressées et établir des partenariats essentiels
- Collaborer avec des entreprises de recyclage ou des acteurs du secteur privé afin d'explorer des solutions innovantes pour la gestion des déchets liés aux MII (par exemple, pour l'agriculture, la construction)
- Suivi numérique des déchets
- Mettre en œuvre des outils mobiles ou des formulaires numériques pour suivre et surveiller la collecte des déchets de MII, réduisant ainsi les systèmes papier et améliorant l'efficacité

Défis à relever pour réduire l'impact environnemental grâce à la gestion des déchets

- Nombre limité ou connaissance limitée des entreprises existantes qui gèrent les déchets plastiques ou utilisent les déchets plastiques comme matière première. Collaborer avec l'entité (ou les entités) publique(s) responsable(s) de la gestion des déchets afin d'examiner les entreprises qui gèrent les déchets plastiques par rapport aux besoins de la campagne MII ; établir une base de données et entamer rapidement des discussions afin de déterminer les rôles et responsabilités, les délais et les coûts. **Attention :** Un nombre limité d'entreprises de gestion des déchets peut entraîner une augmentation des coûts et retarder la mise en œuvre en fonction de la capacité
- Les incinérateurs opérationnels existants qui répondent aux exigences de l'OMS ne sont pas répertoriés (ou n'existent pas). Collaborer avec l'entité (ou les entités) publique(s) responsable(s) de la gestion des déchets, ainsi qu'avec le ministère de la Santé, afin d'accéder aux informations existantes ; créer une base de données répertoriant les incinérateurs opérationnels existants (propriétés publiques ou privées) pendant la phase de planification macroéconomique, en vue d'une évaluation avant la mise en œuvre
- Planification insuffisante et insuffisance de financement pour la gestion des déchets. Intégrer le plan de gestion des déchets et l'élaboration du budget au macroplan logistique

Logistique inverse

- Planifier soigneusement afin d'éviter les déplacements latéraux et de réduire les coûts liés à la logistique inverse :
- Éviter la logistique latérale : améliorer la quantification et la qualité de l'enregistrement, travailler dans les limites des moustiquaires disponibles dans chaque zone (district, localité, point de distribution/sites de prépositionnement, communauté, etc.) → adapter l'allocation ou le plafonnement pour éviter des coûts supplémentaires liés au déplacement imprévu des MII
- Renvoyer les MII inutilisées au centre de santé le plus proche et utiliser les moyens de transport locaux pour acheminer les moustiquaires/balles restants (par exemple, les vélos des ASC ou ceux du personnel du centre de santé), étant donné les petites quantités concernées

Section 5 : Formation

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- Quelles formations habituellement dispensées en présentiel peuvent être fournies à distance ?
- Existe-t-il des solutions permettant d'utiliser des plates-formes numériques et d'intégrer des vidéos de formation, des rappels pour le personnel de campagne et d'autres messages afin de garantir un accès continu à l'information ?
- La structure de la campagne et le personnel qui la compose s'appuient-ils sur les ressources humaines existantes au sein du ministère de la Santé et les renforce-t-elle, ou bien met-elle en place une structure parallèle ?
- Existe-t-il des bases de données d'ASC qui pourraient être utilisées pour garantir la disponibilité de personnel compétent et faciliter les paiements ?
- Est-il nécessaire que tout le personnel opérationnel soit formé ? Le personnel opérationnel formé peut-il être chargé d'informer et de surveiller le personnel non technique sur le terrain ?
- Existe-t-il des partenaires ayant la possibilité et la volonté d'appuyer la formation par des contributions en nature (par exemple, des locaux, etc.) afin de réduire les coûts ?

5.1 Sélection du personnel

Communautaire

- Faire appel à des travailleurs déjà engagés (dans la mesure du possible) ou tirer parti des structures existantes (ASC ou autres structures/organisations) déjà engagées dans la prestation de services de santé
- Les personnes ayant une expérience préalable peuvent être plus efficaces dans un contexte de formation/surveillance limitée
- Cela peut faciliter la planification et la mise en œuvre des paiements lorsque des systèmes sont déjà en place pour les activités habituelles
- Évaluer les implications des stratégies BYOD (« Bring Your Own Device ») en termes de participation à la campagne (sexe, âge, etc.)

Responsables

- Combiner les fonctions et ajuster les critères de sélection (par exemple, s'assurer que les responsables possèdent les compétences nécessaires pour couvrir tous les domaines, y compris la numérisation) afin d'éviter que plusieurs responsables couvrant différents domaines techniques ne travaillent au même niveau
- Identifier dans toutes les communautés les personnes qui possèdent des compétences importantes pour la campagne (communication, comptabilité, gestion des stocks ou expérience en matière de direction de personnel) et qui peuvent être mises à profit pour améliorer la qualité de la mise en œuvre

- Tirer parti des compétences existantes des enseignants, des trésoriers d'organisations religieuses, des propriétaires de petites entreprises, des dirigeants communautaires et religieux, etc., pourrait contribuer à atténuer les risques liés à un manque de formation ou à une surveillance limitée
- Identifier une ou plusieurs personnes dans chaque communauté pour aider à la vérification des données avant leur envoi pour collationnement et analyse ultérieures

La formation

- La formation est nécessaire, MAIS elle est coûteuse et exigeante en termes de temps et de main-d'œuvre
- La formation doit être adaptée à un environnement aux ressources limitées : il n'existe pas de solution universelle en termes de possibilités, de faisabilité, etc.
- La formation doit être adaptée aux stratégies adoptées, et l'accélération des délais de distribution des MII
- Insistance sur les acteurs au niveau communautaire
- Réduction de la durée des formations
- Anticiper le besoin de POS détaillées et/ou d'outils de travail en raison d'une formation insuffisante ou inadéquate (peuvent être électroniques lorsque des systèmes numériques sont utilisés) pour :
 - ↳ Rappeler au personnel la définition d'un ménage et la manière dont les MII doivent être distribuées

- Décrire les étapes à suivre pour remplir les formulaires de collecte de données
- Rappeler au personnel les messages essentiels à communiquer aux ménages
- Envisager de les combiner avec d'autres formations prévues, le cas échéant. Par exemple, associer à des campagnes de chimio-prévention saisonnière du paludisme, si elles sont prévues à peu près au même moment, même si les deux campagnes ne sont pas intégrées

5.2 Envisager l'apprentissage virtuel ou la formation en ligne

- Utiliser les technologies numériques, comme plates-formes d'apprentissage en ligne, webinaires interactifs, salles de classe virtuelles et applications mobiles, pour acquérir des connaissances et développer des compétences
- Les programmes de numérisation de la collecte de données de campagne n'exploitent pas pleinement le potentiel de l'apprentissage en ligne pour réduire la nécessité d'une présence physique aux séances de formation
- Si l'on envisage une formation en ligne, il peut être nécessaire de prévoir un budget pour l'accès aux données/à internet, le système de gestion de l'apprentissage, l'outil de création et l'hébergement

Considérations relatives à l'apprentissage en ligne (liste non exhaustive)

- Suivi de l'engagement/participation peut être plus difficile de contrôler l'exhaustivité, l'efficacité, etc. Cet aspect doit être pris en compte lors de l'élaboration du système/de l'approche qui sera utilisé(e)
- L'engagement et l'implication des participants peuvent être réduits en cas de surcharge de contenu ou de temps ; il convient d'en tenir compte lors de l'élaboration de l'ordre du jour (pauses, séances interactives, etc.)
- Les participants peuvent avoir besoin de temps pour assimiler tous les modules d'une plate-forme en ligne : l'apprentissage doit être adapté au rythme de l'apprenant, avec des pauses possibles

Option : favoriser l'adoption grâce à des certificats de développement professionnel officiels et à de petites incitations légères (par exemple, données internet)

- Techniques de formation active plus complexes à mettre en œuvre (jeux de rôles). Utiliser différents outils et options pour développer des méthodes permettant d'assurer un apprentissage interactif (outils simples tels que Miro ou Mural, documents Google simples configurés pour les contributions des participants, questionnaires surprises, etc.)

- Considérations relatives à internet et aux plates-formes :
 - Tenir compte de la bande passante pour les utilisateurs lors de la conception, en particulier dans les zones où les problèmes de connectivité sont connus
 - Nécessite un soutien informatique pour traiter les problèmes potentiels rencontrés par les participants, ainsi que des mises à jour régulières
 - Est susceptible de devenir plus complexe aux niveaux inférieurs. Peut être plus adapté aux formations nationales, régionales et de district, tandis que les formations au niveau communautaire peuvent être plus efficaces en présentiel
 - Les plates-formes gratuites peuvent limiter le nombre de participants ou la durée de chaque séance, il faut donc les utiliser avec prudence

Option : Mettre en place un système de gestion de l'apprentissage hors ligne pour résoudre les problèmes de connectivité

Option : Élaborer la plate-forme/le système d'apprentissage en utilisant autant que possible les capacités internes (système adapté aux capacités) afin de garantir que la maintenance et l'utilisation ne dépassent pas les compétences disponibles et ne nécessitent pas d'assistance externe pour les adaptations

5.3 Domaines permettant de réaliser des économies

- **Locaux :** Utiliser les structures religieuses/communautaires, etc. ; plaider auprès des partenaires publics et privés en faveur de l'utilisation de locaux pour les formations
- **Méthodes :** Déterminer quelles formations sont essentielles pour une participation physique (par opposition à une participation virtuelle)
- **Jours :** Si le contenu est axé sur les rôles et responsabilités spécifiques du personnel de campagne, il faut évaluer la durée nécessaire pour la formation
- **Participants :** Donner la priorité aux personnes ayant une expérience préalable, déterminer qui a besoin d'être formé et qui peut être informé par des personnes formées et/ou recevoir une POS
- **Contrôle qualité :** Examiner comment mettre en place des mesures pour traiter les problèmes potentiels liés à une formation insuffisante
- **Documents pour la formation :**
 - N'imprimer que les documents de formation indispensables et privilégier autant que possible les supports électroniques
 - Réutiliser les supports de formation existants afin de gagner du temps et d'économiser les efforts

- Dans la mesure du possible, il faut élaborer les documents dans les langues locales et, lorsque ce n'est pas possible, s'assurer que les animateurs sont à l'aise avec la traduction vers les langues locales pendant la formation
- Il est nécessaire de prévoir du temps et des ressources pour la conception de modules d'apprentissage en ligne de qualité, en particulier pour les rendre intéressants et interactifs
- Utiliser les tutoriels vidéo préenregistrés ou les cours de remise à niveau
- **Autres idées :**
 - Regrouper les thèmes de formation (par exemple, l'inscription et la distribution)
 - Réduire le nombre de jours de formation
 - Intégrer les formations à d'autres programmes (optimiser la journée complète de formation)
 - Réduire le nombre de participants ou les niveaux de personnes reprises (par exemple, les agents chargés du contrôle des foules)

5.4 Calendrier des formations : Principales suggestions

Accent mis

- Maintenir un programme rigoureux et axé sur les responsabilités de la personne en formation
- Éviter de fournir des informations supplémentaires

Calendrier

- Pour les formations virtuelles/en ligne (animées), il faut fixer à l'avance une heure de début, afin de permettre aux participants de se connecter et de se familiariser avec la plate-forme, mais on peut adapter l'ordre du jour des séances afin de s'assurer que les participants soient prêts
- Pour les formations virtuelles/en ligne, prévoir des pauses afin d'éviter que les participants ne se déconnectent à des moments importants

Exercices pratiques

- Continuer à privilégier les exercices pratiques, qu'ils soient virtuels ou en présentiel
- Pour la formation en ligne/virtuelle, il faut élaborer des exercices pratiques pouvant être réalisés en ligne afin de garantir la familiarisation avec le contenu. Envisager d'utiliser des outils de réunion virtuelle (Miro, Zoom polling, Menti, etc.)

Paiements

- Il faut s'assurer que les programmes de formation comprennent des informations sur les personnes concernées, la manière de procéder, le coût, le calendrier, etc., afin d'éviter tout problème lors de la mise en œuvre

Les séances de formation préenregistrées

- Les séances préenregistrées peuvent, par exemple :
 - N'avoir qu'un seul animateur
 - N'avoir d'animateurs que pour chaque groupe thématique (mise en œuvre, logistique, numérisation, CSC, finances, etc.), en fonction des séances prévues à l'ordre du jour
 - Ne pas avoir d'animateurs, uniquement des diapositives accompagnées d'un commentaire enregistré
- Considérations :
 - Accès des participants aux séances préenregistrées : si l'accès aux moyens de visionnage/d'accès est limité (absence de téléphone, d'internet, coût élevé des données, etc.), il se peut que ce choix ne soit pas idéal
 - Niveau de connaissances existantes et motivation des participants à apprendre
 - Mettre en place des moyens intégrés pour s'assurer que les participants aient visionné/suivi les vidéos et aient acquis les compétences et les connaissances nécessaires

Séances de formation virtuelles

- Présentations PowerPoint : Partage d'écran sur Zoom, Teams, Google Meet et d'autres applications
- Considérations :
 - Utiliser les supports de formation préenregistrés avant les formations virtuelles afin de couvrir certains sujets essentiels
 - Niveaux de connaissance variables avec les différents outils informatiques
 - ◆ Identifier les personnes ayant des connaissances/expérience préalables
 - ◆ Partager des instructions claires sur la manière dont les personnes peuvent se joindre aux appels quelques jours avant les formations
 - Différents niveaux d'assistance informatique seront nécessaires/disponibles
 - ◆ Utiliser uniquement l'option audio au lieu de la vidéo pour maintenir la communication lorsque la connexion est mauvaise
 - L'animation d'ateliers en ligne diffère de la formation en présentiel ; de nouveaux défis doivent être pris en compte lors de l'élaboration des programmes et des supports
 - Mettre en place des moyens intégrés pour s'assurer que les participants ont suivi et acquis les compétences et les connaissances nécessaires

La formation/orientation en présentiel

- Parfois, les formations et les orientations en présentiel sont les seules solutions possibles, ce qui est particulièrement vrai à mesure que l'on descend vers le niveau communautaire
- Considérations
 - ↳ Utiliser les écoles, les structures religieuses et d'autres lieux disposant d'un espace suffisant pouvant être mis à disposition gratuitement
 - ↳ Limiter l'animation à une seule personne, même si on a des groupes de participants plus

importants (veiller à ce que les supports soient détaillés et clairs pour les participants en raison du manque de qualité de la formation, du nombre réduit d'animateurs, etc.)

- ↳ Utiliser des supports de formation préenregistrés avant les formations en présentiel afin de couvrir certains sujets essentiels, ce qui permettra de concentrer les formations en présentiel sur le contenu qui nécessite une participation en personne

Quelques enseignements tirés de la transition vers la formation virtuelle/en ligne

Nigéria

- Utiliser des outils d'apprentissage interactifs tels que des sondages en temps réel (Menti), des questionnaires et des séances interactives en petits groupes pour maintenir l'intérêt des participants et fournir un retour d'information direct sur leur niveau de compréhension
- Effectuer des contrôles aléatoires et des vérifications en invitant les participants à prendre part à des démonstrations pratiques ou à de petits exercices pendant les séances, afin de vérifier leur participation active et leur compréhension
- Introduire des formulaires de commentaires obligatoires que les participants doivent remplir, ou des journaux de réflexion comprenant des questions sur la compréhension du contenu et l'expérience de formation
- Développer et partager de courtes vidéos pédagogiques illustrant les principaux processus pratiques, afin que les participants puissent les utiliser comme documents de référence



Soudan

- Les budgets comprenaient le financement soit (1) de l'achat de données, soit (2) du déplacement des participants vers un lieu disposant d'une meilleure connexion pour la formation
- Le personnel a été choisi parmi les personnes ayant déjà une expérience dans les campagnes de MII
- Les supports et les séances de formation mettaient uniquement l'accent sur les informations nécessaires aux stagiaires
- Les supports de formation et les cours ont été envoyés à l'avance afin de permettre aux participants de les examiner préalablement et de pallier d'éventuels problèmes de connexion
- La formation pratique, les exercices et le travail en groupe sont restés des priorités
- L'échange des expériences par les participants s'est avéré efficace pour favoriser la participation aux séances en ligne et présenter les problèmes rencontrés précédemment, ainsi que la manière dont ils les ont résolus



Section 6 : Données, surveillance et suivi

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- Les indicateurs proposés pour mesurer les progrès accomplis par rapport aux objectifs sont-ils réalistes ?
- Les données peuvent-elles être collectées dans le cadre des processus de campagne afin de mesurer les progrès réalisés, ou des activités supplémentaires (par exemple, un suivi en cours ou en fin de processus) sont-elles nécessaires ?
- Existe-t-il des solutions permettant d'utiliser plus efficacement les plates-formes numériques pour appuyer la surveillance et le suivi virtuels, en utilisant les données et les tableaux de bord pour orienter les réunions quotidiennes virtuelles avec les équipes sur le terrain ?
- La structure et le personnel chargés de la supervision et du suivi de la campagne s'appuient-ils sur les ressources humaines existantes au sein du ministère de la Santé et les renforce-t-elle, ou bien met-elle en place une structure parallèle ?
- Existe-t-il des bases de données d'ASC qui pourraient être utilisées pour assurer une surveillance communautaire efficace lorsque la surveillance et le suivi par le personnel de niveau supérieur sont réduits ?
- Existe-t-il des listes d'enseignants, d'éducateurs ou d'autres professionnels ayant des compétences en matière de surveillance et de suivi qui pourraient être mises à profit pour appuyer des opérations de grande qualité au niveau communautaire ?
- Existe-t-il des partenaires ayant la possibilité et la volonté d'appuyer le suivi de la campagne (en tant qu'observateurs indépendants ou autres) afin de réduire les coûts ?

Donner la priorité à la collecte de données pour la prise de décision plutôt que pour la production de rapports

- Il faut s'assurer que les indicateurs que l'on mesure et les méthodes de collecte de données permettront de prendre des mesures programmatiques (plutôt que de rédiger un rapport)
- Déterminer si l'on a besoin de collecter les données en fonction des ressources dont on dispose (ressources humaines, temps, financement) pour prendre une mesure

Besoins en données et utilisation des données

- **Mettre l'accent sur les données indispensables**, plutôt que sur les données facultatives et simplifier le processus d'inscription (en fonction du nombre accru de ménages à atteindre chaque jour, pour lequel les paramètres ont été ajustés).

Remarque : Dans un contexte où les enquêtes à grande échelle ne sont pas nécessairement réalisées, il peut être utile d'utiliser des campagnes MII (en particulier numérisées) pour collecter des données programmatiques supplémentaires. Le PNLP devrait définir à l'avance les besoins pour la campagne et au-delà, afin de faciliter le processus.

- Simplifier autant que possible les outils de collecte de données, étant donné que le temps de formation et la surveillance peuvent être limités

- Élaborer des POS et/ou des outils de travail à l'intention du personnel chargé des campagnes au niveau communautaire afin de :
 - Rappeler la définition d'un ménage et la manière dont les MII doivent être distribués
 - Décrire les étapes à suivre pour remplir les formulaires de collecte de données
 - Rappeler les messages essentiels à communiquer aux ménages
- Compte tenu des défis potentiels liés à la prestation d'une formation de qualité et/ou à la surveillance et au suivi limités à un niveau supérieur, les responsables communautaires devraient recevoir des POS sur les points suivants :
- Listes de contrôle intégrées pour toutes les activités (logistique, CSC, suivi et évaluation, numérisation)
- Procédures de vérification des données
- Communication et contacts à des fins diverses (par exemple, numéro auquel envoyer des données, numéro à appeler en cas d'incident grave, etc.)
- Les responsables communautaires doivent recueillir quotidiennement les données auprès des équipes, non seulement pour vérifier le nombre de MII distribuées par rapport au plan, mais aussi pour fournir un retour d'information **immédiat** sur les zones dans lesquelles les agents de la campagne doivent adapter ou améliorer la mise en œuvre. Cela devrait contribuer à éviter de prolonger les délais en raison de zones manquées, d'un travail de qualité insuffisante, etc.

Données indispensables et données souhaitables (liste non exhaustive)

- Données **indispensables** à l'enregistrement des ménages :
 - ↳ Composition du ménage (nom du chef de famille, lieu de résidence, nombre de personnes dans le ménage)
 - ↳ Géolocalisation du ménage ; numéro d'identification du ménage
- Données **souhaitables** à l'enregistrement des ménages :
 - ↳ Âge, sexe et coordonnées des membres du ménage
 - ↳ Nombre de personnes par groupe à risque (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes)
 - ↳ Numéros de téléphone mobile (sauf pour les jetons électroniques ou les SMS après la campagne)
 - ↳ Personnes admises à d'autres interventions (par exemple, chimioprévention saisonnière du paludisme ou PEV, sauf si elles doivent être utilisées à court terme)
 - ↳ Nombre d'espaces de sommeil (sauf si l'attribution est basée sur ce critère, auquel cas il est nécessaire de le préciser)

Remarque : Les PNLP devraient envisager d'autres utilisations potentielles des données qui seront collectées, afin de déterminer quelles sont les données « indispensables », par opposition aux données « souhaitables »

Surveillance

- Examiner et revoir les rôles et responsabilités des responsables à différents niveaux, et les mettre en conformité avec les besoins du programme
 - ↳ Regrouper les rôles/tâches/priorités par responsable, éviter la présence de plusieurs responsables au même niveau
 - ↳ Quantifier les responsables pour chaque niveau à l'aide de paramètres clairs (plutôt que de les fixer arbitrairement par niveau)
 - ↳ Envisager d'intégrer la surveillance en cours ou en fin de processus dans les missions/ responsabilités et fonctions des responsables à certains niveaux plutôt que de payer pour un suivi indépendant
- Surveillance planifiée par opposition à surveillance globale :
 - ↳ Il n'est pas nécessaire que tout le monde soit présent partout
 - ↳ **Donner la priorité aux responsables communautaires** et impliquer les dirigeants locaux afin d'obtenir leur appui pour la vérification des données
 - ↳ Réduire la surveillance et le suivi des niveaux supérieurs (en s'appuyant sur la technologie lorsque c'est possible)
 - ↳ Améliorer la qualité de la surveillance physique (par exemple, mécanismes de rétroaction, suivi des mesures prises)
 - ↳ Planifier la surveillance de la couverture, mettre l'accent sur les domaines problématiques connus



Surveillance et suivi

- Utiliser les technologies numériques pour appuyer la surveillance et le suivi au lieu d'exiger la présence physique des personnes sur le terrain ; privilégier la surveillance physique. Les photos peuvent être importantes pour illustrer les pratiques appropriées sur le terrain
- Les tableaux de bord tel que celui-ci-haut permettent une visualisation rapide des données et l'identification des problèmes (avancées, incohérences dans les données, etc.)
- Utiliser l'IA pour établir des rapports destinés aux responsables sur la base des données et permettre des améliorations ciblées

Utiliser la technologie pour les réunions de coordination et d'examen

- Créer des groupes WhatsApp, Telegram, etc. (ou toute autre plate-forme établie) afin de garantir un partage régulier et rapide des informations entre les responsables à différents niveaux
 - ↳ Désigner un modérateur et établir des règles pour le groupe, et limiter les communications non essentielles afin d'éviter que les personnes ne manquent des informations plus importantes, telles que des incidents graves
 - ↳ Utiliser les groupes de messagerie modérés pour les mises à jour rapides, les liens vers des microformations et les conseils de dépannage
 - ↳ Les données et les commentaires peuvent être envoyés à tous les membres du groupe, les problèmes courants peuvent être identifiés et résolus, et les rumeurs et les informations erronées ou trompeuses peuvent être signalées et suivies
 - ↳ Partage rapide des informations, y compris les mises à jour relatives à la formation, qui peuvent être envoyées sous forme de liens afin de relever les défis
- Envisager des solutions pour les réunions d'examen quotidiennes qui ne se déroulent pas en présentiel
 - ↳ Dans de nombreux pays, Google Meet propose une solution à faible bande passante pour organiser des réunions avec les équipes locales, afin de discuter des avancées quotidiennes
 - ↳ Si des réunions quotidiennes virtuelles sont organisées, il faut s'assurer qu'un ordre du jour soit établi, que l'accent soit mis sur les données, et il faut essayer de respecter les horaires en tenant compte du travail à accomplir le lendemain
 - ↳ Il faudrait prévoir de fournir des dossiers de données

Évaluer ce qui doit être suivi et les approches alternatives

- Les activités de suivi varient selon les programmes ; il n'est pas possible de formuler des recommandations générales
- Examiner quelles activités de suivi sont mises en œuvre, et pourquoi
- Déterminer si les tâches et les résultats de suivi « indispensables » peuvent être :
 - ↳ Intégrés dans les fonctions d'autres membres du personnel (responsables) et/ou
 - ↳ Réalisés par le personnel au niveau infranational (par exemple, suivi de fin de processus mis en œuvre par des enseignants qui ont la capacité de gérer avec une formation virtuelle limitée, et qui peuvent collecter et transmettre des données à l'aide de leurs propres appareils) et/ou
 - ↳ Mis en œuvre de manière virtuelle (ou selon une approche hybride)

- ↳ Pour le suivi du processus, il faut envisager d'utiliser des questionnaires en ligne pouvant être envoyés par courrier électronique, SMS, WhatsApp ou tout autre moyen aux collaborateurs de la campagne

- Organiser des entretiens virtuels avec des informateurs essentiels afin d'obtenir des informations supplémentaires

Approches possibles de suivi (à coût réduit)

- Si les numéros de téléphone des représentants des ménages sont recueillis lors de l'enregistrement, ils peuvent être sélectionnés de manière aléatoire afin de collecter des données de suivi à partir d'un questionnaire standard
 - ↳ Les données peuvent être collationnées par communauté, sous-district et district
 - ↳ Les domaines qui ne satisfont pas aux seuils de qualité fixés peuvent être signalés pour un suivi avec les responsables communautaires
- Les dirigeants communautaires, religieux et traditionnels, ainsi que les représentants de la société civile ou des organisations non gouvernementales, peuvent être sollicités et interrogés sur la mise en œuvre et la gestion de la campagne afin d'identifier les défis et les domaines à améliorer
- Une ligne d'assistance téléphonique peut être mise en place pour permettre aux personnes d'appeler, afin de poser des questions, déposer des plaintes, signaler des problèmes, etc., et pour transmettre les informations à la communauté et aux autres responsables travaillant dans la région
- Entretiens de sortie aux points de distribution
 - ↳ La ligne peut être administrée par des responsables communautaires ou d'autres personnes afin de recueillir des informations auprès des personnes lorsqu'elles quittent le lieu où elles sont venues chercher leurs moustiquaires
 - ↳ Il faut s'assurer que les questionnaires soient courts et ciblés, afin de ne pas prendre trop de temps aux personnes qui ont déjà attendu pour obtenir leurs MII

Section 7 : Numérisation

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- La plate-forme numérique utilisée est-elle optimisée pour garantir que tous les processus soient enregistrés et puissent être suivis à partir de la base de données/du tableau de bord ?
- Une analyse a-t-elle été effectuée pour évaluer la faisabilité d'une stratégie BYOD (« Bring Your Own Device ») aux niveaux infranationaux, afin d'identifier les domaines dans lesquels cette stratégie n'est pas possible et de faciliter la quantification et le travail au sein du ministère de la Santé et des partenaires pour obtenir des tablettes supplémentaires ?
- La structure/le personnel chargés de la numérisation de la campagne s'appuient-ils sur les ressources humaines existantes au sein du ministère de la Santé et les renforcent-ils, ou bien une structure parallèle est-elle mise en place ?
- Quelles sont les solutions disponibles pour l'hébergement des données pendant et après la campagne, afin de réduire au maximum les investissements supplémentaires ?
- Quelles solutions alternatives aux bons existent pour l'identification des bénéficiaires des MII ? Existe-t-il des solutions plus rentables pour l'identification ?
- Existe-t-il des partenaires ayant la possibilité et la volonté d'appuyer le suivi de la campagne (en tant qu'observateurs indépendants ou autres) afin de réduire les coûts ?

La numérisation en tant que processus

La numérisation est un processus continu de refonte des processus opérationnels à l'aide des technologies numériques, plutôt qu'une simple conversion des documents papier en formats numériques (Kubrak et al., 2023). **La numérisation n'est pas une conversion ponctuelle de formulaires papier ; il s'agit d'un processus continu de refonte de la manière dont le travail est effectué.**

- La numérisation vise une rentabilité à long terme, et pas seulement la suppression du papier
- Les coûts numériques initiaux (appareils, configuration) sont amortis au fil du temps, car les plates-formes, les appareils et les données sont réutilisés, ce qui réduit le coût par campagne et renforce l'imputabilité comptable
- Il faut considérer chaque cycle de campagne comme une occasion d'améliorer les processus, de réduire les coûts et de réutiliser les ressources, et non comme un nouveau départ
- Concevoir une architecture numérique adaptée à plusieurs cas d'utilisation (MII, PIDR, chimioprévention saisonnière du paludisme) afin que les infrastructures, les intégrations et les ressources de formation soient partagées et que les coûts soient répartis entre les programmes

Appuyer la numérisation comme priorité stratégique

- Le paysage de la santé numérique est fragmenté dans de nombreux pays : de multiples partenaires et programmes de lutte contre les maladies mettent en œuvre des outils et des plates-formes qui se chevauchent
- Les PNLP sont censés « faire plus avec moins », mais ils manquent souvent de visibilité sur les facteurs réels qui déterminent les coûts numériques
- Les réductions budgétaires compromettent les investissements numériques, car la numérisation est encore considérée comme « souhaitable » plutôt qu'« indispensable »
- La numérisation des processus de réduction des coûts peut entraîner une baisse de la qualité des données et une diminution de la responsabilité
- La numérisation apporte une plus-value unique : les validations intégrées empêchent l'inflation des ménages et les référentiels de données géoréférencées peuvent servir à plusieurs programmes, ce qui rationalise la planification, la budgétisation et la mise en œuvre

Principaux facteurs de coûts

- Coûts liés aux logiciels/plates-formes (personnalisation, hébergement, licences)
- Appareils et périphériques (téléphones/tablettes, batteries externes)

- Connectivité et internet (cartes SIM, forfaits de données)
- Assistance technique et maintenance (partenaires numériques/équipes informatiques)
- Ressources humaines/indemnités journalières pour la collecte de données numériques et la formation
- Paiements numériques et frais de rapprochement financier (frais liés à l'argent mobile)

Éléments de la campagne et facteurs de coût liés à la numérisation

Macroplanification/Microplanification

- Coût de la plate-forme et de la maintenance (gestion des campagnes et des appareils mobiles) + coût de l'hébergement ou du serveur
- Microplanification SIG : Frais liés au logiciel SIG, licence d'imagerie, frais de collecte de données, formation

Enregistrement des ménages

- Appareils mobiles, bons d'achat, accès internet, abonnement SIM/données, incitations BYOD

Logistique et chaîne d'approvisionnement

- Fourniture d'appareils et d'équipements informatiques
- Entreposage des appareils, logistique directe et inverse, stock tampon, installation/configuration, assurance, appareils égarés, manquants ou défectueux

Formation et surveillance

- Responsables des technologies de l'information et de la communication pour le développement, assistance technique, partenaires numériques, journées de formation supplémentaires en présentiel, personnel supplémentaire pour la configuration

Distribution de MII

- SMS, batteries/chargeurs portables, forfaits SIM/données

Suivi et surveillance

- Synchronisation des données
- Données mobiles, appareils mobiles, travail des analystes, etc.

Paiements/Incitations

- Paiements pour tous les participants
- Frais de transaction

Macro- et microplanification

- Planifier la numérisation dans une perspective à long terme en créant un référentiel centralisé de données pour les campagnes futures et l'utilisation interprogrammes
- Réutiliser les données des campagnes numériques précédentes pour appuyer la microplanification
- Privilégier les outils libres/à faible coût et les

infrastructures partagées au lieu d'acheter ou de reconstruire de neuf. Par exemple : QGIS, images Sentinel gratuites et collaborations avec des universités ou des partenaires SIG pour la microplanification

Macroplanification et budgétisation

- Héberger les données sur un cloud existant et sécurisé du ministère de la Santé ou sur une autre solution nuagique conforme et peu coûteuse au lieu de mettre en place un nouvel environnement
- Réutiliser et intégrer les plates-formes numériques en libre accès : ne financer de nouveaux systèmes qu'en l'absence de toute solution appropriée
- Réduire au maximum l'utilisation de plusieurs plates-formes : utiliser une seule plate-forme (ou un petit ensemble interopérable) afin de rationaliser la coordination et d'assurer la cohérence des données
- Fournir uniquement les appareils et accessoires dont on a réellement besoin (batteries externes, chargeurs solaires, etc.) ; partager et utiliser à tour de rôle les tablettes/téléphones appartenant aux autorités publiques dans le cadre des programmes de lutte contre le paludisme, les MTN, le PEV et autres programmes, au lieu d'acheter de nouveaux appareils à chaque campagne
- Mettre en œuvre une stratégie BYOD (« Bring Your Own Device ») pour les agents de campagne, les responsables et les contrôleurs lorsque cela est possible ; compléter cette stratégie par un petit parc d'appareils du ministère de la Santé/du programme dans les zones où le BYOD ne peut être pratiqué
- Négocier des forfaits de données/SMS à tarif réduit ou des forfaits de données en gros avec les opérateurs de télécommunications, notamment dans le cadre de leurs programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Autres solutions de compensation : temps de communication, accès internet, remboursement des frais liés à l'utilisation des données
- Élaborer l'application en mode hors ligne d'abord, et planifier des synchronisations par lots toutes les nuits/toutes les semaines afin de réduire les coûts liés aux données

Enregistrement des ménages

- Envisager des solutions alternatives aux bons. Remplacer les bons papier par des options numériques plus économiques (jetons QR/SMS/ USSD, identifiants de ménage) afin de réduire les coûts d'impression et de gestion
- Intégrer l'enregistrement des ménages à d'autres interventions liées à la maladie

- ↘ Exemples : Liste des membres, du sexe et de l'âge des ménages pour les MTN, afin de faciliter la planification de l'administration courante ou de masse de médicaments ; enregistrement des enfants admissibles à la chimioprévention saisonnière du paludisme
- ↘ Phase d'enregistrement des ménages visant à harmoniser les activités liées aux maladies et les ressources disponibles, en optimisant les actifs et le personnel partagés
- Examiner la mise à jour des données d'enregistrement des ménages issues des campagnes précédentes. N'enregistrer que les nouveaux ménages ou ceux qui ont subi des modifications, afin d'éviter de devoir procéder à une réinscription complète à chaque fois
- Veuillez utiliser les registres des ASC, le cas échéant. Si ces documents sont déjà sous forme numérique, il faut les utiliser plutôt que de procéder à une gestion distincte des ressources humaines
- Mettre en place des mécanismes (mises à jour régulières, intégration et recoupement avec d'autres activités) afin de maintenir à jour les données sur les ménages et d'éviter une réinscription complète à chaque campagne

Faisabilité du BYOD : Analyse et planification

- Examiner le contexte (réglementations, profils du personnel, connectivité, mesures de sécurité) avant de déterminer si la stratégie BYOD est envisageable
- Comparer le coût total de l'utilisation du BYOD (allocations, forfaits de données, assistance) par rapport à l'acquisition de nouveaux appareils
- Recenser la compatibilité des appareils (système d'exploitation, mémoire vive/stockage, état de la batterie) et la couverture des appareils (afin d'identifier les lacunes existantes)
- Définir des spécifications minimales, tester au préalable les modèles de téléphones courants et veiller à ce que les applications restent légères et fonctionnent hors ligne
- Partager une liste de contrôle ou un modèle simplifié, que le personnel peut utiliser pour évaluer l'adéquation de son appareil personnel
- Identifiez les rôles ou les domaines à haut risque (par exemple, le personnel de campagne d'enregistrement des ménages) qui nécessitent encore des appareils spécialisés et gérés
- Déterminer si des incitations seront offertes (par exemple, temps de diffusion, recharges de données, allocations en espèces) pour l'utilisation d'appareils personnels
- Définir la couverture de remplacement/réparation pour tout dommage subi pendant les travaux du

programme

Considérations pour le BYOD

- Appliquez un chiffrement de bout en bout, une authentification forte et la possibilité de verrouiller/effacer à distance les appareils perdus. **Attention :** Le risque de perte de données peut augmenter avec l'approche BYOD (qualité et sécurité variables)
- Respecter les règles nationales en matière de protection des données ; obtenir le consentement/les accords et obtenir toutes les autorisations nécessaires
- Mettre à disposition un service d'assistance à plusieurs niveaux, des guides de démarrage rapide et un petit stock d'appareils de rechange pour les remplacements. **Attention :** La qualité et l'âge des appareils personnels peuvent compliquer l'assistance informatique
- Activez la capture hors ligne avec des synchronisations programmées ; négociez des forfaits de données à tarif préférentiel ou en gros avec les opérateurs de télécommunications
- Veuillez indiquer la fréquence et l'emplacement où les données doivent être synchronisées dans les zones sans réseau
- Désactiver ou restreindre l'accès à l'application immédiatement après chaque exercice majeur (enregistrement des ménages, distribution) afin d'empêcher toute utilisation non autorisée et toute dérive des données

Solutions alternatives aux bons pour les campagnes MII

- Les bons d'achat restent un élément essentiel des campagnes MII numériques et non numériques, mais des solutions alternatives moins coûteuses ou gratuites pourraient être envisagées. Évaluer comment et pourquoi les bons sont utilisés et si leur fonction peut être remplacée par des solutions alternatives
- Lorsqu'ils sont largement disponibles, veuillez utiliser les systèmes d'identification nationaux existants (par exemple, cartes d'identité, cartes d'électeur) et les numéros de téléphone à la place des bons
- Veuillez envisager des solutions alternatives numériques telles que les bons électroniques, les jetons électroniques ou les solutions par SMS
- Si des bons sont nécessaires, il faut limiter leur distribution à un par foyer plutôt qu'à un par moustiquaire
- Envisager l'utilisation de bons imprimés localement ou de cartes codées à la place des bons importés

Logistique et chaîne d'approvisionnement

- Distribuer les tablettes (ainsi que les cartes SIM et les batteries externes) directement lors des formations organisées au niveau infranational, au lieu de mettre en place un circuit de livraison distinct
- Utiliser des points de dépôt décentralisés pour la livraison du dernier kilomètre et planifier simultanément la logistique inverse afin de récupérer les appareils pour la phase suivante
- Tirer parti des systèmes existants de transport, d'entreposage et d'inventaire des MII, ainsi que d'autres programmes de santé, lorsque les calendriers coïncident
- Étiqueter chaque appareil à l'aide d'une étiquette d'identification ou d'un code QR et enregistrer celui-ci dans un journal en temps réel, afin de pouvoir localiser rapidement les appareils manquants et éviter les pertes
- Élaborer et appliquer une politique relative aux appareils perdus ou endommagés qui concilie la responsabilité et le remplacement rapide
- Entre les phases, conserver l'équipement dans des pièces sécurisées et climatisées afin de prolonger sa durée de vie
- Définir quand entretenir, remettre en œuvre, retirer et recycler les appareils, afin d'éviter tout remplacement prématuré et la production de déchets électroniques

Formation et support technique

- Utilisez la gestion des appareils mobiles pour envoyer des mises à jour à distance, verrouiller/effacer les appareils perdus et éviter les interventions coûteuses sur site
- Réaliser de courtes vidéos (2 à 5 minutes) ou des modules interactifs pour la plupart des sujets, et limiter les séances en présentiel à la configuration pratique des appareils/applications et au dépannage
- Tirer parti des possibilités existantes en matière informatique pour fournir une assistance technique pendant les campagnes
 - ↘ Former un groupe central de personnel national, régional et départemental spécialisé en informatique/système d'information sur la santé (occupant déjà des postes) qui pourra à son tour former les utilisateurs de première ligne
 - ↘ Réduire la dépendance vis-à-vis des consultants externes en informatique pour le développement
- Remplacer les visites sur le terrain non essentielles par des groupes de surveillance virtuels (groupes WhatsApp, etc.), et ne maintenir que des visites sur le terrain ciblées

Numérisation pour le CSC

Les PNLP devraient prendre en considération les éléments suivants afin de tirer davantage parti des plates-formes numériques pour soutenir le CSC :

- Utiliser les SMS pour diffuser des informations importantes aux ménages : évaluer si cela serait faisable et efficace dans votre zone cible (par exemple, si le taux de possession de téléphones portables et le niveau d'alphabétisation sont suffisamment élevés)
- Intégrez les messages CSC dans les modules d'enregistrement des ménages et de distribution des applications afin de garantir que les équipes n'oublient pas de transmettre les messages de communication interpersonnelle conformément à la planification de la campagne
- Utiliser les données numérisées issues de la surveillance et du suivi pour déterminer où une intervention CSC est nécessaire (par exemple, les taux d'utilisation des MII aux points de distribution X et Y sont très faibles)
- Partager des contenus audiovisuels préenregistrés sur les réseaux sociaux : pour garantir l'efficacité, il est important que les messages soient partagés par des « influenceurs » ayant un large public, qui peuvent exiger une rémunération (évaluer le retour sur investissement à l'aide des données sur les audiences)

Section 8 : Changement social et comportemental (CSC)

Cette section fournit des conseils pour répondre aux questions suivantes :

- Les données sont-elles utilisées efficacement pour cibler les activités de CSC, en tenant compte de l'utilisation élevée des MII lorsque celles-ci sont accessibles, de leur faible utilisation lorsque celles-ci sont accessibles, etc. ?
- Existe-t-il des rapports sur les campagnes précédentes (MII, chimioprévention saisonnière du paludisme, autres interventions sanitaires) permettant de mieux comprendre quelles activités, stratégies et canaux ont été efficaces ou inefficaces pour atteindre et mobiliser les populations ?
- Le plaidoyer est-il bien planifié, avec des résultats clairs définis en termes de « demande » et de groupes cibles ? Les actions de plaidoyer ont-elles déjà produit des résultats et, dans le cas contraire, offrent-elles un retour sur investissement ?
- Les supports produits pour les campagnes peuvent-ils être plus durables afin de pouvoir être utilisés pour des activités d'après-distribution par les ASC, les bénévoles et les partenaires communautaires et confessionnels ?
- Les activités « indispensables » et « souhaitables » sont-elles classées par ordre de priorité, l'accent étant mis sur la réalisation des changements requis (sociaux, comportementaux) ?

« Souhaitable » par rapport à « indispensable »

Les activités CSC « souhaitables » et « indispensables » dépendront des informations fournies par les données. La stratégie CSC (y compris les activités, les outils et les supports, ainsi que les canaux de communication par lesquels ils seront diffusés) doit être étayée par des preuves de son efficacité et de son efficience en termes d'obtention des résultats souhaités pour les comportements ciblés

Réduction des coûts pour CSC

1. Les données doivent être utilisées pour planifier le CSC afin d'éviter que tout soit supprimé

- **Investissez dans ce qui fonctionne pour votre population cible**, par exemple, comment les personnes vivant en milieu urbain et celles vivant en milieu rural obtiennent-elles leurs informations ?
- **Évaluer les résultats des précédentes campagnes MII ou autres campagnes de santé**, par exemple, les investissements antérieurs dans la stratégie CSC mise en œuvre ont-ils conduit au rendement souhaité ?
- **Ciblez le comportement réel qui doit être modifié**, par exemple, l'utilisation des moustiquaires est-elle un problème lié au comportement ou à l'accès aux MII

Utilisation des données

Quelques exemples d'utilisation des données sont présentés dans les tableaux..

Tableau 1 : Accès à une moustiquaire imprégnée d'insecticide dans le ménage

Pourcentage de la population effective ayant accès à une moustiquaire imprégnée d'insecticide dans le ménage

| Zone administrative | Pourcentage de la population ayant accès à une MII* | Nombre de personnes |
|---------------------|---|---------------------|
| Zone A | 24,1 | 814 |
| Zone B | 18,5 | 1.299 |
| Zone C | 52,3 | 1.532 |
| Zone D | 17,6 | 1.001 |
| Zone E | 22,8 | 901 |
| Total | 27,06 moyenne | 5.547 |

*Pourcentage de la population qui pourrait dormir sous une MII si chaque moustiquaire du ménage était utilisée par deux personnes au maximum

Notez que dans la zone C, **52,3 %** de la population avait accès à une moustiquaire imprégnée d'insecticide.

Tableau 2 : Utilisation des MII par les membres du ménage

Pourcentage de la population ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête, et parmi la population vivant dans des ménages disposant d'au moins une MII, pourcentage ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête.

| Zone administrative | Population des ménages | | | Population vivant dans un foyer disposant d'au moins une MII | |
|---------------------|---|---|---------------------|--|---------------------|
| | Pourcentage de personnes ayant dormi sous une moustiquaire la nuit dernière | Pourcentage ayant dormi sous une MII la nuit dernière | Nombre de personnes | Pourcentage ayant dormi sous une MII la nuit dernière | Nombre de personnes |
| Zone A | 15,4 | 15,4 | 814 | 47,9 | 260 |
| Zone B | 10,3 | 10,3 | 1,299 | 36,4 | 368 |
| Zone C | 48,1 | 48,1 | 1,532 | 66,0 | 1,117 |
| Zone D | 9,8 | 9,8 | 1,001 | 36,1 | 272 |
| Zone E | 7,4 | 7,4 | 901 | 23,9 | 279 |

Remarque : dans la zone C, l'utilisation des MII (**48,1 %**) compte tenu de l'accès (**52,3 %**) est élevée : **92 %**.

LA PRIORITÉ DOIT ÊTRE ACCORDÉE À L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX MII

Tableau 3 : Attrition (y compris les filets perdus entre la campagne et la référence)

| Variable | Campagne – référence | Campagne – 12 mois | Campagne – 24 mois | Campagne – 36 mois |
|------------------------------|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Zone A | N=145 | N=390 | N=377 | N=366 |
| Donnée | 10,6 % | 19,0 % | 27,1 % | 30,8 % |
| Mis au rebut (usure normale) | 0 % | 1,3 % | 10,1 % | 20,0 % |
| Inconnu | 1,0 % | 1,5 % | 1,4 % | 1,4 % |
| Total | 11,6 % | 21,8 % | 38,5 % | 52,5 % |
| Zone B | N=373 | N=373 | N=361 | N=341 |
| Donnée | 3,5 % | 4,7 % | 12,7 % | 19,4 % |
| Mis au rebut (usure normale) | 0,3 % | 0,3 % | 1,7 % | 8,5 % |
| Unknown | 0,3 % | 0,3 % | 0 % | 0 % |
| Total | 4,1 % | 5,3 % | 14,4 % | 27,9 % |
| Zone C | N=410 | N=318 | N=316 | – |
| Donnée | 9,0 % | 29,3 % | 33,9 % | – |
| Mis au rebut (usure normale) | 0,2 % | 2,8 % | 10,1 % | – |
| Inconnu | 0 % | 0 % | 2,5 % | – |
| Total | 9,2 % | 32,1 % | 46,5 % | – |

Les taux d'attrition des MII dans la zone B sont assez faibles, en particulier en ce qui concerne l'usure normale : ne consacrez pas beaucoup de ressources à la communication sur l'entretien et la réparation des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans cette zone.

Exemple de sources de données pour le CSC

Enquêtes auprès de la population

- Enquête démographique et de santé (DHS)
- Enquête sur les indicateurs du paludisme (MIS)
- Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS)
- Enquête sur les comportements liés au paludisme (MBS)

Enquêtes sur les établissements de soins

- Évaluation de la prestation de services
- Évaluation de la disponibilité et de l'état de préparation des services
- Enquêtes de vérification par l'utilisateur final

Autre

- Système d'information sur la gestion de la santé
- Système d'information de gestion logistique
- Rapports de la campagne précédente
- Évaluations intermédiaires et finales
- Autres rapports sur les campagnes de santé, par exemple le PEV
- Évaluations des ONG/parties concernées locales
- Rapports de surveillance et suivi
- Connaissances, attitudes, pratiques

Que faire si les données CSC sont limitées ou indisponibles ?

- Il arrive que les décisions relatives à l'élaboration de la stratégie soient prises en l'absence de données CSC de bonne qualité
- Dans le cas où les données disponibles pour soutenir l'élaboration d'une stratégie CSC sont limitées ou inexistantes, il faut envisager les éléments suivants :
 - ↳ Examen de la littérature publiée pour le pays ou pour les pays/régions voisins où les contextes peuvent être similaires
 - ↳ Rapports médiatiques évaluant les informations positives et négatives liées à la santé, au paludisme, aux MII, etc.
 - ↳ Contenu en ligne, blogs, etc., pouvant fournir des informations informelles sur les perceptions, les besoins, etc., de la communauté
 - ↳ Rapports d'autres campagnes de santé
- Si une recherche de données primaires à faible coût est nécessaire, envisager des discussions de groupe virtuelles ou présentiels, des entretiens avec des informateurs importants, des observations directes lors d'activités courantes ou un recensement communautaire

Resource: Évaluations qualitatives rapides pour la communication des risques et l'engagement communautaire (anglais)



2. Fixer des objectifs réalistes en matière de communication et de comportement (les tableaux 4 et 5)

Tableau 4 : L'accès à une moustiquaire imprégnée d'insecticide

| Zone administrative | Pourcentage de la population avec accès à une MII* | Nombre de personnes |
|---------------------|--|---------------------|
| Zone A | 18,4 | 579 |
| Zone B | 22,1 | 2,863 |
| Zone C | 33,7 | 1,381 |
| Zone D | 24,2 | 738 |
| Zone E | 61,8 | 1,445 |
| Zone F | 44,4 | 2,395 |
| Total | 43,1 moyenne | 9,401 |

*Pourcentage de la population qui pourrait dormir sous une MII si chaque moustiquaire du foyer était utilisée par deux personnes au maximum.

Tableau 5 : Utilisation de MII par les membres du ménage

| Zone administrative | Population des ménages | | | Population vivant dans un foyer disposant d'au moins une MII | |
|---------------------|---|---|---------------------|--|---------------------|
| | Pourcentage de personnes ayant dormi sous une moustiquaire la nuit dernière | Pourcentage ayant dormi sous une MII la nuit dernière | Nombre de personnes | Pourcentage ayant dormi sous une MII la nuit dernière | Nombre de personnes |
| Zone A | 10,0 | 9,9 | 579 | 28,5 | 200 |
| Zone B | 13,7 | 9,6 | 2,863 | 29,9 | 916 |
| Zone C | 21,7 | 21,7 | 1,381 | 48,7 | 617 |
| Zone D | 17,9 | 17,7 | 738 | 50,1 | 260 |
| Zone E | 35,3 | 35,3 | 1,445 | 48,0 | 1,063 |
| Zone F | 31,5 | 31,2 | 2,395 | 54,2 | 1,379 |
| Total | 37,5 | 36,4 | - | 59,3 | - |

Le taux d'utilisation des MII est relativement faible, à 57 %. Dans quelle mesure pouvons-nous augmenter de manière réaliste ce ratio utilisation/accès aux MII ? Existe-t-il des facteurs (tels que les zones difficiles d'accès, les décisions concernant le ciblage, etc.) qui peuvent affecter l'accès des communautés aux MII et aux messages de communication pour le changement de comportement social ?

3. Donner la priorité aux activités CSC pour leur efficacité et efficience (à partir du tableau 6)

- En fonction de l'objectif souhaité, déterminé après examen des données et des informations, définir les activités les plus appropriées pour atteindre cet objectif :
 - ↳ Si notre objectif est d'informer les ménages des dates de leur enregistrement et de la distribution, les messages radio seront suffisants, car il s'agit d'un message court
 - ↳ Si notre objectif est d'expliquer et de promouvoir la réutilisation des MII, les émissions de radio interactives sont plus efficaces, car elles permettent aux auditeurs d'appeler et de poser des questions
- Optimiser le CSC par le biais d'activités qui doivent être mises en œuvre, par exemple,

communiquer des messages essentiels et répondre aux questions lors des contacts directs avec les ménages pendant l'enregistrement des ménages ou la distribution

- ↳ Envisager d'ajouter une invite dans les systèmes numériques pour rappeler aux équipes et garantir que les messages soient transmis comme prévu
- Investir dans des activités qui garantissent la continuité du CSC
 - ↳ Si les parties communautaires concernées, telles que les dirigeants communautaires, les ASC et les organisations de la société civile reçoivent une formation et des outils de communication, elles peuvent continuer à transmettre des informations essentielles sur le paludisme ou les MII bien après la fin de la campagne

Tableau 6 : Exposition médiatique aux messages sur le paludisme

Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant vu ou entendu un message sur le paludisme au cours des six derniers mois, et parmi celles qui ont vu ou entendu un message sur le paludisme au cours des six derniers mois, pourcentage citant des sources spécifiques pour le ou les messages

| Zone administrative | % vu/entendu message | Radio | Télévision | Affiche/panneau d'affiche | Journal/magazine | Dépliant/brochure | Prestataire de soins de santé | ASC | Réseaux sociaux | Crieur public | Famille/amis | Autre | Je ne m'en souviens pas |
|---------------------|----------------------|-------|------------|---------------------------|------------------|-------------------|-------------------------------|------|-----------------|---------------|--------------|-------|-------------------------|
| Area A | 54,5 | 73,6 | 17,5 | 2,1 | 1,1 | 1,1 | 12,8 | 4,4 | 9,5 | 11,1 | 7,5 | 1,5 | 0,3 |
| Area B | 47,2 | 15,1 | 42,5 | 2,6 | 0,9 | 1,5 | 30,7 | 10,0 | 24,8 | 1,3 | 4,3 | 0,6 | 0,0 |
| Area C | 73,6 | 21,2 | 25,5 | 0,0 | 1,2 | 0,9 | 47,8 | 32,5 | 13,4 | 2,3 | 1,4 | 0,0 | 0,0 |
| Area D | 47,9 | 36,1 | 12,8 | 1,0 | 0,9 | 0,4 | 15,3 | 12,8 | 16,1 | 0,8 | 16,6 | 0,5 | 3,1 |
| Area E | 46,4 | 51,6 | 20,9 | 0,7 | 2,5 | 0,0 | 7,8 | 26,9 | 13,1 | 4,3 | 14,4 | 0,3 | 0,0 |
| Area F | 77,3 | 63,4 | 59,6 | 22,4 | 9,8 | 8,0 | 23,3 | 35,4 | 28,3 | 6,5 | 1,1 | 0,0 | 0,0 |

La radio et la télévision sont des canaux CSC assez efficaces, mais la radio est plus « rentable » que la télévision.

Les canaux de communication écrite ne sont clairement pas le moyen préféré des gens pour obtenir des informations.

Tirer parti des structures existantes au niveau communautaire.

Activités de plaidoyer

Un plaidoyer efficace exige :

- Une définition claire et une compréhension des objectifs du plaidoyer
- Des ressources suffisantes pour garantir une planification complète et une mise en œuvre de haute qualité des activités
- Un accent mis sur la diffusion d'informations exactes aux participants, en évitant toute désinformation ou tout malentendu
- Des indicateurs clairs pour évaluer l'efficacité des activités de plaidoyer par rapport aux objectifs définis

S'assurer que l'on cible la ou les bonnes personnes

- Qui sont les destinataires des séances de sensibilisation afin de garantir la réalisation des objectifs de sensibilisation ?
- Les personnes et les publics cibles varieront selon le niveau, et les niveaux auxquels un plaidoyer est nécessaire doivent être clairement définis
- Il est essentiel de mener des actions de sensibilisation au niveau communautaire, en mettant l'accent sur les populations et les zones à haut risque, et en utilisant des canaux de communication stratégiques pour informer et impliquer les dirigeants communautaires et les parties intéressées, afin de promouvoir l'accès aux MII et leur utilisation

Définir des objectifs clairs

- Définir des objectifs de plaidoyer clairs et mesurables
- Définir ce qui est demandé, pourquoi et les résultats attendus des activités de plaidoyer
- S'assurer que les objectifs de la campagne de sensibilisation répondent à un besoin clair et ne se limitent pas à la simple diffusion d'informations. Par exemple, La Sierra Leone a plaidé pour que les parlementaires ratifient les règlements relatifs à l'utilisation des MII pour la pêche
- Élaborer des documents et des messages fondés sur des preuves et des données
- Veiller à ce que les efforts de plaidoyer soient adaptés au contexte spécifique de chaque groupe cible/individu
- Mettre l'accent sur les partenariats de développement par le biais de la collaboration :
 - ↳ Donner la priorité aux partenariats avec les organisations locales, les professionnels de santé et les secteurs privé et public afin d'améliorer l'efficacité des campagnes de sensibilisation

- Obtenir un financement pour garantir l'obtention des résultats souhaités :
- S'assurer que les activités de plaidoyer bénéficient d'un financement suffisant dès le début, afin d'éviter de coûteux écarts de dernière minute
- Intégrer les efforts de plaidoyer :
 - ↳ Dans la mesure du possible, intégrer les efforts de plaidoyer à d'autres campagnes (le cas échéant), dans le cadre d'activités ou de réunions prévues, etc.
- Plan de suivi :
 - ↳ Évaluer les résultats des actions de plaidoyer par le biais d'un suivi (intégré dans le suivi et l'évaluation globaux de la campagne)

Objectifs de plaidoyer dans un environnement aux ressources limitées : Exemples

- Responsables gouvernementaux, tels que le ministre des Finances et les autorités politiques et administratives
- Les efforts de sensibilisation auprès des autorités locales peuvent contribuer à obtenir l'appui et les ressources nécessaires à la distribution de MII et à d'autres activités de lutte contre le paludisme
- Les dirigeants communautaires, tels que les chefs locaux, les chefs religieux, les personnalités influentes de la communauté, etc.
 - ↳ Impliquer les dirigeants locaux peut contribuer à gagner la confiance et à garantir l'adhésion de la communauté, à influencer le comportement de la communauté et à encourager l'utilisation des MII
- Secteur privé/entreprises, notamment les secteurs minier, pétrolier, du caoutchouc, des télécommunications, etc., en particulier ceux dont les collaborateurs sont exposés au risque de contracter le paludisme
 - ↳ Peut contribuer à combler les écarts en matière de ressources, que ce soit par des contributions financières ou en nature
- Animateurs de radio et de télévision
 - ↳ Personnalités de la radio et de la télévision capables de diffuser efficacement des informations sur la santé et susceptibles de le faire à moindre coût

4. Utilisation des outils et matériels pour le CSC

- Utiliser les données et informations existantes pour investir dans des matériels qui seront efficaces pour atteindre les objectifs fixés
- Si l'utilisation des MII est élevée, par exemple, mais que l'accès à ces moustiquaires est faible, il faut investir dans la mobilisation sociale (par exemple, la radio ou les chefs communautaires) afin de garantir que les ménages aient accès aux MII, plutôt que de diffuser des messages après la distribution axés sur l'utilisation
- N'utiliser les outils des campagnes précédentes QUE si :
 - ↳ Ils avaient été efficaces et avaient atteint les résultats escomptés
 - ↳ Ils sont toujours adaptés au contexte actuel

Si aucune de ces conditions n'est remplie, de nouveaux outils devraient être conçus

- Investir dans des matériels pouvant être utilisés après la distribution des MII
 - ↳ Par exemple, les supports de communication plastifiés utilisés par le personnel de campagne pendant l'enregistrement des ménages et la distribution peuvent être utilisés par les parties concernées au niveau communautaire après la distribution des MII et réduire les fonds nécessaires pour le CSC après la distribution
- Ne pas investir dans des ressources et des activités jugées « souhaitables »
 - ↳ Par exemple, les t-shirts et les casquettes pour le personnel de l'enregistrement des ménages et de la distribution sont jolis, mais peuvent être remplacés par des « tabliers » qui sont moins coûteux et plus pratiques à utiliser (et peuvent être réutilisés)
- Les ateliers de développement de matériel sont essentiels pour s'assurer que :
- Les outils et les matériels s'adaptent au contexte. Par exemple :
 - ↳ La modification du contexte de sécurité
 - ↳ L'utilisation des MII (lorsqu'elles sont accessibles) peut désormais être relativement élevée/faible (par rapport à la dernière campagne de masse)
 - ↳ L'utilisation de la numérisation pourrait avoir augmenté de manière significative
- Les outils et matériels conviennent. Par exemple :
 - ↳ l'utilisation des MII pourrait ne plus être le problème principal
 - ↳ la population cible pourrait désormais s'appuyer davantage sur les réseaux sociaux

Concevoir des outils efficaces de CSC en dehors d'un atelier

- Créer un réseau en ligne regroupant les parties concernées par le CSC qui peuvent apporter leur expertise et examiner les outils existants
- Désigner un point focal pour coordonner les observations et les contributions effectuées à distance sur les documents, collationner les informations issues des séances de travail et des entretiens, etc.
- Tirer parti des enseignements acquis lors des campagnes précédentes pour évaluer ce qui a ou non été efficace, et veiller à ce que les séances de travail virtuelles soient bien organisées et structurées
- Organiser des séances de travail virtuelles avec le réseau de personnes essentielles, y compris des discussions de groupe et des séances interactives en ligne, afin d'examiner, de mettre à jour et de concevoir des outils
- Organiser des entretiens avec des informateurs les plus importants afin de recueillir des commentaires sur les outils existants et des idées pour de nouveaux outils

Évaluer la pertinence des outils, des ressources et des activités pour atteindre les objectifs

- Brochures : Peu de personnes (ayant répondu aux enquêtes) mentionnent les brochures comme principale source d'information sur le paludisme ; celles-ci peuvent constituer une source de déchets environnementaux
- Bannières pour les points de distribution : Les points de distribution sont généralement situés dans des endroits centraux et bien connus des groupes cibles ; les bannières, si elles sont utilisées, doivent être génériques afin de pouvoir être réutilisées pour d'autres activités
- Lancements : Les lançements peuvent accroître la visibilité, mais ils s'adressent à un public cible restreint et non au public plus large visé par la campagne ; il est préférable d'utiliser les ressources pour des activités plus efficaces

5. Intégration des messages de CSC relatifs aux MII dans d'autres activités

L'intégration peut contribuer à réduire les coûts du CSC pour les campagnes MII ; les messages relatifs aux MII peuvent être intégrés à d'autres activités (exemples non exhaustifs) :

- Autres campagnes et activités de santé liées au paludisme ou aux MII : Services de santé maternelle, néonatale et infantile nationaux, tels que les campagnes de soins prénatals ou de chimioprévention saisonnière du paludisme
- D'autres campagnes et activités de santé, telles que les campagnes de vaccination (vaccination courante, activités de vaccination supplémentaires) et autres (par exemple, l'administration de vitamine A)
- Activités courantes des ASC, telles que les visites à domicile, la sensibilisation lors d'événements communautaires, etc.
- Activités communautaires telles que les rassemblements religieux, les journées de la santé à l'école, les événements sportifs ou destinés aux jeunes, etc.
- Le secteur privé, tel que les associations de sociétés de transport

Considérations relatives à l'intégration du CSC (expérience du Sénégal)

La formation des ASC ou des agents de la campagne sur différents thèmes liés à la santé et la diffusion adéquate de messages importants aux ménages peuvent s'avérer complexes :

- Une période de formation supplémentaire sera nécessaire pour couvrir tous les sujets
- Le suivi et l'évaluation sont nécessaires pour s'assurer que les participants aient bien compris tous les sujets abordés

Surcharge de messages : Risque que les ménages reçoivent un nombre excessif de messages et ne puissent pas tous les mémoriser :

- S'assurer que les messages importants soient clairs et simples, et que les ASC disposent d'un guide de communication pour les aider à diffuser les messages auprès des ménages

Une coordination étroite est nécessaire entre les niveaux central et inférieur, ainsi qu'au sein de ces derniers

- Veiller à ce qu'aucune intervention ne soit privilégiée par rapport à une autre
- S'assurer que toutes les parties concernées respectent les délais
- Le plan de gestion des rumeurs est essentiel, car le risque de désinformation est plus élevé

Le CSC dans les campagnes MII ciblées

Les campagnes ciblées de distribution de MII s'appuient sur des données détaillées et factuelles pour élaborer des stratégies d'intervention sur mesure adaptées au contexte réel. Quelques exemples de campagnes MII ciblées :

- **Zambie 2020** : certaines communautés d'un même district reçoivent des MII, tandis que d'autres bénéficient d'une PIDR
- **Pakistan** : distribuer les MII uniquement aux ménages ruraux

Les campagnes ciblées élargissent la portée du CSC pour les raisons suivantes :

- Les activités et les messages de CSC doivent être adaptés à la population cible
 - ↳ Cela nécessite l'élaboration de messages distincts. Pour la Zambie, les messages relatifs à la PIDR et aux MII sont différents
- Risque de confusion, car les personnes non ciblées par la campagne MII pourraient ne pas comprendre pourquoi elles sont exclues
- Risque accru de désinformation, de mésinformation et de rumeurs, en particulier si les ménages non ciblés se sentent injustement traités

RECOMMAN-
DATIONS
GÉNÉRALES

MACRO-
PLANIFICATION

MICRO-
PLANNING

LOGISTIQUE
ET GESTION
DE LA CHAÎNE
D'APPROVISION-
NEMENT

FORMATION

DONNÉES,
SURVEILLANCE
ET CONTRÔLES

NUMÉRISATION

CHANGEMENT
SOCIAL ET COM-
PORTEMENTAL







AMP CONTACTS

Pour participer à la conférence téléphonique hebdomadaire de l'AMP chaque mercredi à 10h00, heure de l'Est (16h00 CET), veuillez utiliser la ligne de réunion Zoom suivante :

<https://us06web.zoom.us/j/88935481892?pwd=h3cuJ3x5LOsR58YXcEaub8ULqu5LMj.1>

Vous pouvez trouver votre numéro local pour rejoindre l'appel hebdomadaire :

<https://zoom.us/u/acyOjkJj4>

Pour être ajouté à la liste de distribution de l'AMP, veuillez visiter :

<https://allianceformalariaprevention.com/join-us>

Pour contacter AMP ou rejoindre un groupe de travail AMP, veuillez envoyer un courriel électronique à :

info@allianceformalariaprevention.com

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'AMP :

<https://allianceformalariaprevention.com>